



# Conseil économique et social

Distr. générale  
30 avril 2019  
Français  
Original : anglais

---

**Session de 2019**

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Point 6 de l'ordre du jour

**Réunion du Forum politique de haut niveau  
pour le développement durable, organisée sous  
les auspices du Conseil économique et social**

## **Rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables**

### **Note du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le Secrétaire général transmet le présent rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en application des résolutions [67/203](#), [68/210](#), [69/214](#) et [70/201](#) de l'Assemblée générale. Il fait suite aux rapports annuels dont le Forum politique de haut niveau pour le développement durable a été saisi en 2015 ([E/2015/56](#)), 2016 ([E/2016/62](#)), 2017 ([E/2017/63](#)) et 2018 ([E/2018/60](#)), et a pour objet d'informer les États Membres et les parties prenantes des progrès accomplis dans l'application du Cadre décennal et la mise en œuvre de la stratégie « One Plan for One Planet » élaborée à cette fin pour la période 2018-2022, en mettant en évidence les principaux produits et résultats escomptés au titre de chacun de ses objectifs premiers. Il est présenté par l'intermédiaire du Conseil économique et social pour examen par le Forum lors de sa réunion de 2019.



## **I. Consommation et production durables : une approche systémique de la dissociation et de la bonne exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

1. Les ressources naturelles sont à la base de nos systèmes socioéconomiques. Elles pourvoient à nos besoins essentiels, des aliments que nous mangeons aux bâtiments dans lesquels nous vivons. Ce qui est certain, c'est qu'elles ne sont pas illimitées. C'est pourquoi les ressources naturelles et le rapport que nous entretenons avec elles sont au cœur du défi que représente pour nous le développement durable : répondre aux besoins de tous dans les limites des possibilités de notre planète.
2. La consommation et la production durables constituent une approche systémique qui vise à rompre le lien entre la croissance économique et l'utilisation accrue des ressources tout en améliorant le bien-être de l'être humain. Seule une transformation profonde de nos systèmes économiques permettra d'y parvenir, ce qui suppose notamment de modifier la valeur que nous accordons à ce que nous consommons ainsi que nos procédés et pratiques de production.
3. Cette approche prend en considération les dimensions économiques, sociales et environnementales de la production et de la consommation : les bénéfices et avantages mutuels sont évalués et une attention particulière est accordée aux retombées avantageuses pour tous qui découlent des avancées complémentaires réalisées dans chacune de ces trois dimensions. Cela s'explique par le fait que les modes de consommation et de production durables tiennent compte de l'intégralité du cycle de vie des biens et services, ce qui permet de repérer les interventions qui servent au mieux la durabilité tout en évitant de transférer la charge ailleurs.
4. Créé en vue de l'exécution du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, le réseau One Planet contribue à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 12 (Établir des modes de consommation et de production durables). Rassemblant plus de 700 membres issus de groupes et de régions divers, dont des administrations nationales et locales, des organisations de la société civile, des entreprises, des institutions scientifiques et techniques et des organisations internationales, ce partenariat multipartite pilote la transition vers des modes de consommation et de production durables en définissant les priorités et en fournissant des outils et des solutions aux fins de la réalisation de l'objectif 12.
5. Au moyen de six programmes permettant d'obtenir des résultats collectifs (Achats publics durables, Aménagement et construction durables, Tourisme durable, Systèmes alimentaires durables, Information des consommateurs, et Modes de vie durables et éducation) et grâce à la participation active de ses membres, le réseau One Planet est à même de favoriser la formulation d'approches intégrées et systémiques. Il crée de la valeur commune en transposant à plus grande échelle et en diffusant les solutions novatrices et les bonnes pratiques.
6. Adoptée par le Conseil du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables et lancée à la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, la stratégie « One Plan for One Planet »<sup>1</sup>, 2018-2022, vise à aider les pays à réaliser l'objectif 12 en s'appuyant sur quatre objectifs stratégiques, lesquels sont présentés succinctement à la figure I.

---

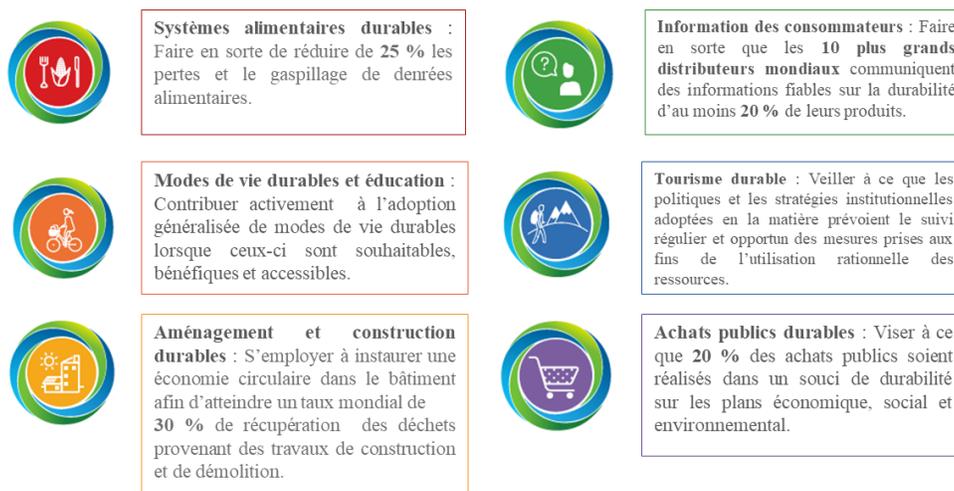
<sup>1</sup> Consultable en anglais à l'adresse suivante : [http://spaces.oneplanetnetwork.org/system/files/strategy\\_one\\_planet.pdf](http://spaces.oneplanetnetwork.org/system/files/strategy_one_planet.pdf).

Figure I  
Objectifs de la stratégie « One Plan for One Planet », 2018-2022



7. La stratégie montre clairement la voie à suivre pour réaliser l'objectif 12 et aide à tirer stratégiquement parti des divers atouts du réseau. Depuis son adoption, le réseau One Planet s'est mobilisé pour la mettre en œuvre dans le cadre de programmes aux objectifs ambitieux, dont certains sont présentés brièvement à la figure II.

Figure II  
Aperçu des objectifs ambitieux fixés dans le cadre des programmes du réseau One Planet



8. Le présent rapport rend compte des principales activités menées pour mettre en œuvre la stratégie « One Plan for One Planet » en 2018. Il a été établi au nom du

Conseil par le secrétariat du Conseil du Cadre décennal en coopération avec les programmes. Il fait suite à la résolution 70/201 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Conseil et le secrétariat de présenter des rapports actualisés pour examen à la réunion du Forum politique de haut niveau organisée sous les auspices du Conseil économique et social.

## II. Réseau One Planet : un dispositif au service de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 12

### Reconnaissance en tant que dispositif au service de la réalisation de l'objectif 12

9. À sa réunion de 2018, le Forum politique de haut niveau pour le développement durable a examiné les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 12. Cet examen a été l'occasion de présenter le réseau One Planet comme un dispositif au service de la réalisation de cet objectif, de lancer de nouvelles initiatives, telles que la stratégie « One Plan for One Planet » et le fonds d'affectation spéciale pluripartenaires pour l'objectif 12, d'exposer les principales réalisations du réseau au cours de ses cinq premières années d'existence, et de mobiliser un soutien politique.

10. Le rôle que jouent le Cadre décennal et le réseau One Planet dans la réalisation de l'objectif 12 a été souligné dans la Déclaration ministérielle issue du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2018 et de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau en ces termes : « Nous prenons acte de l'examen à mi-parcours du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables et des progrès accomplis dans son application, ainsi que de la création du réseau One Planet, qui contribue efficacement à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 12 » (par. 26 ; voir E/HLS/2018/1 et A/73/3, chap. VI).

11. L'examen de l'objectif 12 a porté sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans sa réalisation, ainsi que sur les solutions envisagées pour y parvenir. À la réunion du Forum, le Président du Conseil du Cadre décennal, qui figurait parmi les quatre intervenants, a déclaré que « One Plan for One Planet » était une nouvelle stratégie élaborée pour accélérer encore la réalisation de l'objectif 12 au cours des cinq prochaines années, soulignant que la stratégie et le réseau donnaient clairement la priorité à la réalisation de cet objectif et que coopérer avec le réseau aiderait toutes les parties prenantes, notamment les gouvernements, à faire ce qui s'imposait pour opérer la transition vers des modes de consommation et de production durables<sup>2</sup>. Par la suite, une vingtaine de délégués et autres participants ont mentionné le réseau One Planet dans leur intervention.

12. Dans le cadre de l'examen de l'objectif 12, le réseau One Planet était largement représenté à la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau. La figure III offre un aperçu des résultats qu'il a obtenus, qui figurent également dans un bref rapport<sup>3</sup> et dans une vidéo sur les activités du réseau à la réunion du Forum.

<sup>2</sup> L'enregistrement complet de la séance que le Forum politique de haut niveau a consacrée à l'examen de l'objectif de développement durable n° 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) en 2018 est consultable à l'adresse suivante : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&nr=872&type=12&menu=1807&template=1042&play=3961>.

<sup>3</sup> Consultable à l'adresse suivante : [www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/one\\_planet\\_network\\_at\\_hlpf\\_2018.pdf](http://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/one_planet_network_at_hlpf_2018.pdf).

Figure III  
Le réseau One Planet à la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau



### Mettre en évidence les nouvelles tendances dans les modes de consommation et de production durables

13. Il est essentiel de suivre de près la transition vers des modes de consommation et de production durables pour repérer les tendances nouvelles et les lacunes stratégiques, démontrer et mettre en évidence les avantages que ces modes présentent afin de créer une dynamique plus favorable au changement, et orienter et appuyer la mise en œuvre de politiques et de pratiques. Le réseau One Planet assure le suivi des progrès accomplis dans cette transition en établissant des rapports annuels sur les indicateurs de succès<sup>4</sup> qui constituent son système de suivi et d'information. Les résultats présentés dans le présent rapport sont ceux d'activités menées par les partenaires du réseau qui appuient la transition vers des modes de consommation et de production durables aux niveaux local, national, régional et mondial<sup>5</sup>.

14. En 2018, plus de 600 activités ont été menées dans l'ensemble du réseau, soit un nombre supérieur aux années précédentes. La tendance à la hausse se poursuit donc pour ce qui est du volume d'informations communiquées sur les indicateurs de succès,

<sup>4</sup> Réseau One Planet, *Indicators of Success: Demonstrating the Shift to Sustainable Consumption and Production – Principles, Process and Methodology* (Paris, Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2017). Consultable en anglais à l'adresse suivante : [www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/indicators\\_of\\_success\\_2019march.pdf](http://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/indicators_of_success_2019march.pdf).

<sup>5</sup> Les données sont communiquées par les partenaires du réseau One Planet dans les rapports annuels. Elles sont dynamiques et peuvent varier d'un indicateur à l'autre. Il est procédé à des mises à jour annuelles et à des contrôles de qualité des données afin de garantir la fiabilité et la cohérence des rapports sur les activités du Cadre décennal relatives aux modes de consommation et de production durables et à l'indicateur 12.1.1 associé aux objectifs de développement durable.

ce qui témoigne du fait que les programmes et leurs partenaires demeurent déterminés à fournir des données à l'appui de l'adoption de modes de consommation et de production durables.

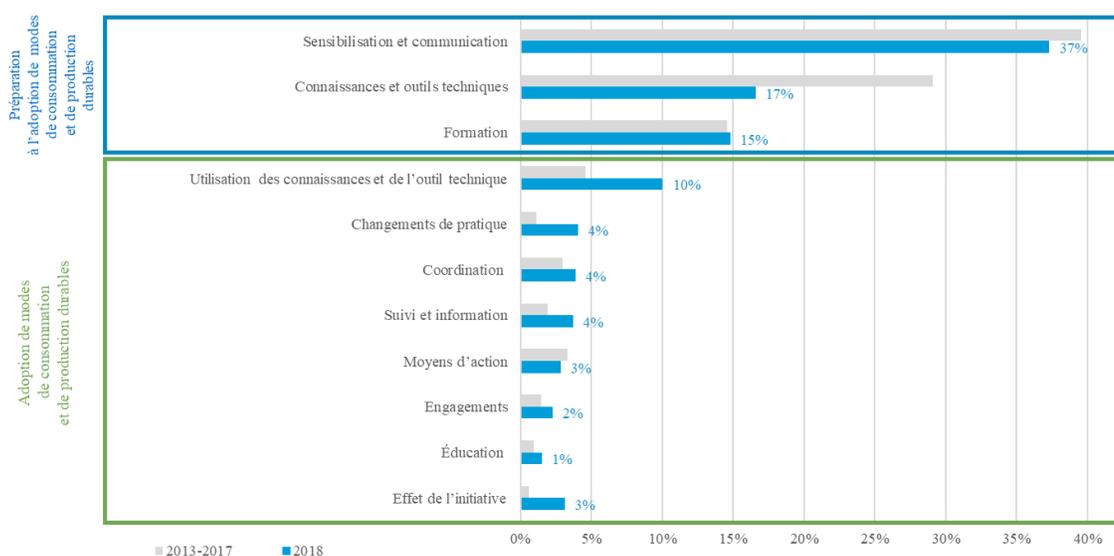
### Indications majeures fournies par les rapports du réseau One Planet en 2018

15. Au vu des activités dont il est fait état en 2018, on constate une évolution vers des activités axées sur les réalisations, ce qui signifie que des avancées ont été réalisées dans l'utilisation effective des ressources et des outils et la mise en pratique de solutions, débouchant sur des changements concrets. Les activités comptabilisées au niveau des réalisations représentaient 28 % du total des activités en 2018, contre 16 % pour la période 2013-2017. Il est important de noter que cette augmentation est principalement le fait du programme Tourisme durable et ne traduit pas une tendance générale dans l'ensemble du réseau.

16. L'augmentation du nombre d'activités comptabilisées au niveau des réalisations semble être répartie de manière homogène entre les indicateurs relevant de cette catégorie, l'indicateur relatif aux changements de pratiques présentant toutefois une hausse plus élevée. Il s'agit là d'une tendance positive et satisfaisante, bien qu'encore timide si l'on considère le poids de cet indicateur par rapport au nombre total d'activités comptabilisées. En effet, les changements de pratiques ne représentent encore qu'un faible pourcentage du nombre total d'activités (voir fig. IV), ce qui laisse une marge de progrès pour ce qui est de trouver des solutions concrètes susceptibles de produire des effets tangibles et mesurables en matière de durabilité.

Figure IV

### Répartition des activités mises en œuvre par type d'indicateur : comparatif entre la période 2013-2017 et l'année 2018



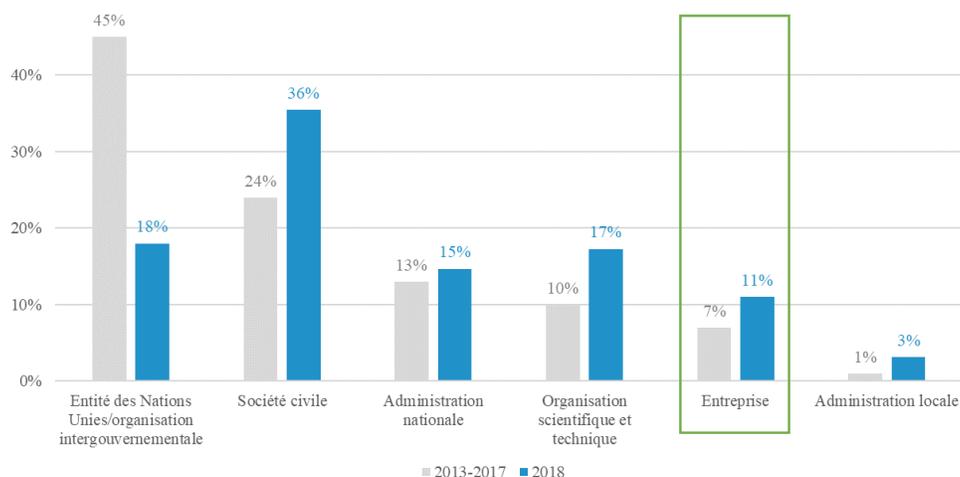
17. L'adoption de pratiques nouvelles ou améliorées dont il est fait état dans les rapports est largement imputable aux entreprises, qui comptent pour 82 % de l'ensemble des changements adoptés dans le réseau, plus précisément des entreprises du secteur du tourisme (76 % des changements). Les entreprises, qui favorisent le plus l'innovation et l'utilisation de nouvelles technologies, jouent un rôle essentiel dans la transition vers des modes de consommation et de production durables et

occupent une place prioritaire dans la stratégie en raison de l'action cruciale qu'elles mènent pour trouver de nouvelles solutions porteuses de transformation.

18. À cet égard, aucun changement notable n'a été constaté dans la répartition des différents types d'entités composant le réseau One Planet par rapport à ce qui avait été observé à mi-parcours. La participation des entreprises à l'établissement de rapports est toutefois passée de 7 % pour la période 2013-2017 à 11 % en 2018 (voir fig. V), ce qui témoigne de la coopération croissante de ce type d'acteur.

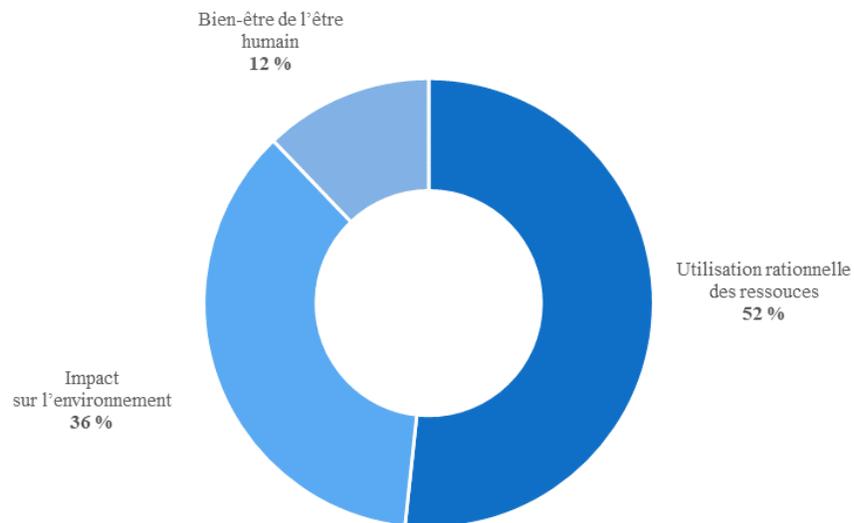
Figure V

**Répartition des activités comptabilisées par acteur principal : comparatif entre la période 2013-2017 et l'année 2018**



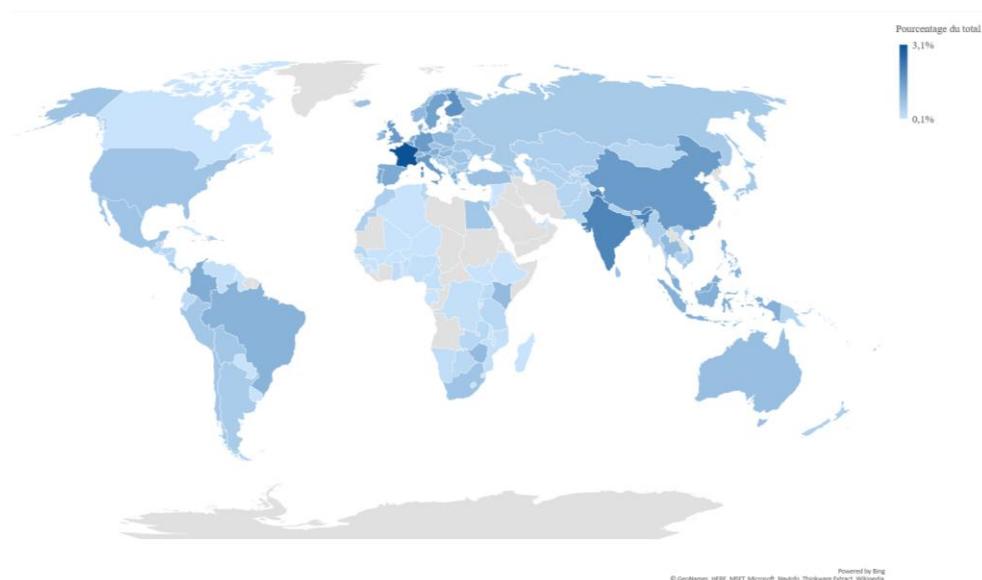
19. En ce qui concerne les effets des activités menées par les partenaires du réseau One Planet, il a été établi que 52 % d'entre elles contribuaient à une utilisation rationnelle des ressources, 36 % à la réduction de l'impact sur l'environnement et 12 % au bien-être de l'être humain (voir fig. VI). La proportion élevée d'activités axées sur l'utilisation rationnelle des ressources met en évidence le rôle central que joue la gestion des ressources naturelles dans les modes de consommation et de production durables.

Figure VI  
Répartition des activités menées par type d'effet (2018)



20. Les activités comptabilisées ont été menées dans 164 pays (voir fig. VII). Les régions où le plus d'activités ont été mises en œuvre sont l'Europe et l'Asie centrale (19 %), l'Asie et le Pacifique (16 %), l'Afrique (15 %) et l'Amérique latine et les Caraïbes (13 %), suivies par l'Amérique du Nord (2 %) et le Moyen-Orient (1 %).

Figure VII  
Pourcentage du total des activités par pays d'exécution (2018)



## **Appuyer la réalisation au niveau national de l'objectif de développement durable n° 12**

21. La nouvelle stratégie du réseau One Planet vise principalement à aider les pays à mettre en œuvre des politiques nationales à même de favoriser des modes de consommation et de production durables et à réaliser l'objectif de développement durable n° 12. En 2018, le réseau One Planet a renforcé son appui à cet égard en s'attachant à : a) contribuer à une meilleure compréhension des conditions favorables à l'adoption de modes de consommation et de production durables et de la préparation à cette transition au niveau national ; b) renforcer les canaux de communication entre les coordonnateurs nationaux du Cadre décennal et les six programmes ; c) fournir des outils permettant de définir les secteurs prioritaires et les domaines d'intervention dans les pays.

22. Un examen des politiques mises en place et des conditions institutionnelles nécessaires pour accélérer et généraliser l'adoption de modes de consommation et de production durables a été réalisé à partir des critères de préparation définis dans la stratégie « One Plan for One Planet »<sup>6</sup>. Ces critères tiennent compte des principales conditions favorables à une adoption à l'échelle voulue, notamment l'existence de stratégies de consommation et de production durables ou d'objectifs intégrés dans les grandes orientations nationales, les secteurs prioritaires et domaines d'intervention qui sont définis dans ces orientations, l'existence au niveau national de mécanismes de coordination interministériels ou multipartites consacrés aux modes de consommation et de production durables, et l'appui susceptible d'être fourni par les partenaires du réseau One Planet qui se trouvent dans le pays. Compte tenu de cet examen ainsi que de leurs ressources et de leurs capacités, quatre des six programmes du réseau One Planet ont établi une liste de 20 pays avec lesquels ils pourraient nouer un partenariat. Des échanges à ce sujet sont actuellement organisés entre les programmes concernés et ces pays afin de rechercher des moyens de les aider au mieux à réaliser les objectifs qu'ils se sont fixés en matière de modes de consommation et de production durables.

23. Des échanges plus systématiques ont eu lieu entre les coordonnateurs nationaux et les programmes dans le cadre d'une nouvelle série de webinaires, qui a débuté en décembre 2018. Il s'agit de favoriser un dialogue direct entre les responsables nationaux et les partenaires des programmes, de rechercher des possibilités de coopération et d'appuyer la mise en œuvre des programmes à l'échelle nationale. Les activités visant à favoriser la collaboration entre les États Membres, par l'intermédiaire de leurs coordonnateurs nationaux, et les programmes ont été intensifiées, notamment grâce au renforcement de la coordination avec les plateformes régionales sur le développement durable et les modes de consommation et de production durables, telles que les commissions économiques et sociales ou les projets à grande échelle comme le projet SWITCH menés en Afrique, en Asie et dans la région de la Méditerranée.

24. L'année 2018 a marqué une étape importante en ce qui concerne les méthodes et outils fondés sur des données scientifiques utilisés aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques. L'outil d'analyse des points critiques en matière de consommation et de production durables<sup>7</sup> et les méthodes connexes ont été élaborés et lancés en association avec le réseau One Planet, le Groupe international d'experts sur les ressources et l'Initiative « Cycle de vie » d'une part, et des partenaires

<sup>6</sup> Sur la base des informations fournies en 2017 et 2018 dans les rapports de pays sur cible la 12.1.1 (mesures favorisant des modes de consommation et de production durables) et des critères de priorité définis dans la stratégie. Cette liste est constamment mise à jour pour tenir compte des informations les plus récentes.

<sup>7</sup> Consultable en anglais à l'adresse suivante : <http://scp-hat.lifecycleinitiative.org/>.

scientifiques, à savoir l'Université d'économie et de commerce de Vienne et l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, d'autre part.

25. Accessible en ligne, l'outil d'analyse des points critiques fournit des données sur les performances enregistrées sur les plans environnemental et socioéconomique par 71 pays au cours des 25 dernières années, et permet de recueillir des données empiriques sur les « points critiques » où des pratiques de consommation et de production non durables sont en vigueur. Le prototype de l'outil intègre des données sur l'utilisation des matières premières, les émissions de gaz à effet de serre et les changements climatiques, la pollution de l'air et la santé, l'utilisation des sols et la biodiversité. L'outil d'analyse fournit également des données socioéconomiques de base, tant au niveau national (produit intérieur brut (PIB), indice de développement humain) qu'au niveau sectoriel (valeur ajoutée, emploi). Il améliore la compréhension des tendances nationales en ce qui concerne la dissociation entre l'exploitation des ressources naturelles et l'activité économique et le bien-être de l'être humain. Trois pays (Argentine, Côte d'Ivoire et Kazakhstan) ont utilisé l'outil pendant son développement, à titre d'essai, pour vérifier son intérêt pratique et sa simplicité d'utilisation.

### **Renforcer la coordination dans le système des Nations Unies pour le développement**

26. Il est indiqué dans des rapports du Secrétaire général que l'objectif 12 est l'objectif de développement durable le moins doté en ressources et qu'il n'est traité que partiellement<sup>8</sup>. Dans sa résolution 72/279, l'Assemblée générale a notamment demandé aux entités du système des Nations Unies pour le développement d'« aider les pays à rattraper tel ou tel retard dans la réalisation des objectifs en exploitant leurs avantages comparatifs et en réduisant les lacunes et chevauchements entre entités ».

27. Lors de l'examen de l'objectif 12 réalisé à la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau, les entités des Nations Unies qui appuient la mise en œuvre du Cadre décennal et le réseau One Planet ont fait des recommandations communes qui sont consignées dans le rapport intitulé « One UN for One Planet »<sup>9</sup>, établi conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale du tourisme (OMC), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires.

28. Cinq grandes recommandations ont été formulées pour renforcer l'appui à la réalisation de l'objectif 12, contribuer à la réforme du système des Nations Unies pour le développement et donner suite aux rapports du Secrétaire général, à savoir :

a) Prendre systématiquement en compte l'objectif 12 dans le système des Nations Unies pour le développement et renforcer le partenariat multipartite du réseau One Planet en faveur de sa réalisation, en s'appuyant sur le pouvoir de mobilisation et la complémentarité des entités ;

<sup>8</sup> Dalberg, « System-wide outline of the functions and capacities of the UN development system », juin 2017.

<sup>9</sup> Consultable à l'adresse suivante : [www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/one\\_un\\_for\\_one\\_planet.pdf](http://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/one_un_for_one_planet.pdf).

b) Coordonner l'appui dans les pays et le renforcement de l'aide au développement en s'appuyant sur le système redynamisé des coordonnateurs résidents et la nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies ;

c) Faciliter la rationalisation des activités de suivi des progrès accomplis quant aux cibles et indicateurs associés à l'objectif 12 ;

d) Mettre l'objectif 12 à l'ordre du jour des organismes des Nations Unies au plus haut niveau afin de renforcer la cohérence et l'appui apporté aux fins de sa réalisation à l'échelle du système des Nations Unies ;

e) Créer un fonds d'affectation spéciale pluripartenaires One Planet aux fins de la réalisation de l'objectif 12 afin de renforcer la cohérence et la coordination, et accroître l'efficacité et la mobilisation de fonds pour apporter un appui collectif à la réalisation de l'objectif 12.

29. Le fonds d'affectation spéciale pluripartenaires One Planet a été créé aux fins de la réalisation de l'objectif 12 lors de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau, dans le cadre de l'examen qui lui était consacré. Le mémorandum d'accord en portant création a été signé lors de la réunion du Forum par le PNUE, la FAO, l'OMC, ONU-Habitat et l'UNOPS, avec l'aide du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a rejoint le fonds en février 2019. Cette transformation du fonds d'affectation spéciale du Cadre décennal en un fonds interinstitutions permet de faire passer l'adoption de modes de consommation et de production durables à l'étape supérieure, en termes d'ampleur et d'impact.

30. Ce fonds commun rend possible un partenariat solide entre six entités des Nations Unies, qui peuvent ainsi mener une action concertée à l'échelle du système afin de faire avancer la réalisation de l'objectif 12 au niveau national, en s'appuyant sur les équipes de pays des Nations Unies et les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et en tirant parti de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Il permet également d'exploiter les atouts qui sont propres à chacune des entités participantes (mandat, compétences et pouvoir fédérateur) pour une meilleure intégration des modes de consommation et de production durables dans l'appui global que le système des Nations Unies pour le développement apporte à tel ou tel pays.

31. Le fonds permettra d'allouer des ressources de façon stratégique pour aider les pays à réaliser l'objectif 12, conformément à la stratégie « One Plan for One Planet ». Son administrateur, le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, qui détient et gère les fonds, dispose des moyens pour garantir sa transparence, suivre de près ses résultats et communiquer à son égard. Ce dispositif permet également d'éviter tout chevauchement des opérations et de réduire au minimum les retards et les coûts de transaction.

### **III. Faciliter l'application d'outils et de solutions à l'appui de la transition vers des modes de consommation et de production durables**

32. La stratégie One Plan for One Planet met en évidence la nécessité d'encourager l'exploitation des bases de connaissances et des outils techniques. En 2018, le réseau One Planet a commencé à œuvrer à la réalisation de cet objectif en privilégiant trois aspects clefs, à savoir : a) l'élaboration de produits stratégiques dans le cadre de chaque programme et leur application à travers le réseau ; b) l'octroi d'une plus grande priorité à l'utilisation des outils existants ; c) le recensement des nouvelles

pratiques ayant un impact mesurable aux fins de leur reproduction et de leur transposition à plus grande échelle.

### **Élaboration et application de produits stratégiques ou d'outils de base dans le cadre des programmes**

33. Les produits stratégiques élaborés dans le cadre de chacun des programmes – normes, critères, directives, outils et méthodes – peuvent faciliter la création conjointe de valeur en faveur du changement et devenir les principaux atouts des programmes dans l'aide qu'ils apportent aux pays pour la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 12.

34. S'agissant du programme Systèmes alimentaires durables, des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'une série d'outils devant permettre de répondre aux enjeux de l'alimentation et de l'agriculture en se plaçant dans l'optique des systèmes alimentaires. Cette boîte à outils comprend quatre éléments : un cadre d'action, un glossaire, une série d'études de cas et un module de renforcement des capacités destiné aux décideurs.

35. Le premier élément de la boîte à outils, appelé « Collaborative Framework for Food Systems Transformation »<sup>10</sup> (cadre collaboratif pour la transformation des systèmes alimentaires), a été mis au point en 2018 et fournit des orientations aux décideurs en matière de dispositifs institutionnels et d'élaboration de politiques, l'accent étant également mis sur le rôle que peuvent jouer les autres parties prenantes pour aider les gouvernements à gérer les systèmes alimentaires. Le manuel correspondant, qui a été établi à l'issue d'une consultation multilatérale organisée au titre de l'initiative « Setting the Table for our Children »<sup>11</sup> (mettre nos enfants à table), met en avant des moyens pratiques de mise en œuvre des politiques alimentaires et agricoles, assurant leur intégration avec d'autres secteurs, tels que la santé, le commerce, l'éducation et les finances.

36. S'agissant du programme Information des consommateurs, son produit phare – les Lignes directrices concernant l'information sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits<sup>12</sup> – a été expérimenté. Élaborées en 2017 dans le cadre d'une collaboration multipartite entre 140 organisations, ces lignes directrices s'appuient sur des conseils et des exemples pour aider les entreprises, les gouvernements et les organismes de normalisation à fournir aux consommateurs des informations pertinentes et fiables sur la durabilité des produits. L'expérimentation de 2018<sup>13</sup>, à laquelle ont participé 28 organisations de tailles variées provenant d'un large éventail de secteurs industriels, visait à établir une communauté de pratique sur ces lignes directrices et à tester l'applicabilité de leurs dix principes par rapport aux allégations de durabilité qui sont effectivement avancées. Grâce à cette activité et à l'organisation de dix ateliers nationaux visant à promouvoir le renforcement des capacités en matière de communication d'informations sur la durabilité des produits, des connaissances pratiques ont pu être acquises par les intéressés sur les moyens d'améliorer leur argumentation, ce qui a conduit certains d'entre eux à procéder à des changements en la matière ou à s'engager à le faire.

<sup>10</sup> Disponible à l'adresse [www.oneplanetnetwork.org/sustainable-food-system/collaborative-framework-food-systems-transformation](http://www.oneplanetnetwork.org/sustainable-food-system/collaborative-framework-food-systems-transformation).

<sup>11</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/setting-table-our-children-improving-governance-food-systems-through-multi-stakeholder](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/setting-table-our-children-improving-governance-food-systems-through-multi-stakeholder).

<sup>12</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Lignes directrices concernant l'information sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits* (2017).

<sup>13</sup> Voir PNUE, « Ready to drive the market: experience from road testing the Guidelines for Providing Sustainability Information », 2019.

37. Certains participants ont par exemple pris conscience de l'utilité d'impliquer davantage les consommateurs dans la recherche de nouvelles solutions. D'autres ont reconnu qu'il serait préférable d'éviter d'utiliser des termes trop généraux, tels que « respectueux de l'environnement », ce type d'affirmation étant difficile à étayer. Une entreprise participante a analysé une allégation de durabilité qui était toujours à l'étude et s'est rendu compte qu'elle ne disposait pas encore de suffisamment d'éléments pour en vérifier la fiabilité. Elle a donc décidé de ne pas donner suite à la stratégie de communication en question.

38. Le programme Tourisme durable vise à encourager le recours à des pratiques d'achats responsables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et rationaliser l'utilisation des ressources dans le secteur du tourisme. Quarante-cinq professionnels de l'approvisionnement venus d'entreprises telles que Pierre et Vacances, Disneyland, Hyatt, Radisson et Sodexo ont échangé leurs meilleures pratiques et formulé des recommandations sur quatre thèmes, à savoir l'économie circulaire, l'alimentation, la climatisation et le plastique. Celles-ci ont été rassemblées et publiées dans des monographies<sup>14</sup>, sous la direction du PNUE et en collaboration avec le Gouvernement français et l'Initiative internationale pour le climat du Gouvernement allemand.

### **Faciliter l'exploitation et l'utilisation des connaissances et des outils**

39. L'année 2018 a été marquée par une refonte complète des portefeuilles de programmes<sup>15</sup> disponibles en ligne, qui donnent à plus de 4 500 membres un aperçu des outils et solutions utilisés dans l'ensemble du réseau. Cette nouvelle présentation, plus simplifiée, met en avant le soutien apporté par les programmes aux gouvernements, aux entreprises et aux autres parties prenantes.

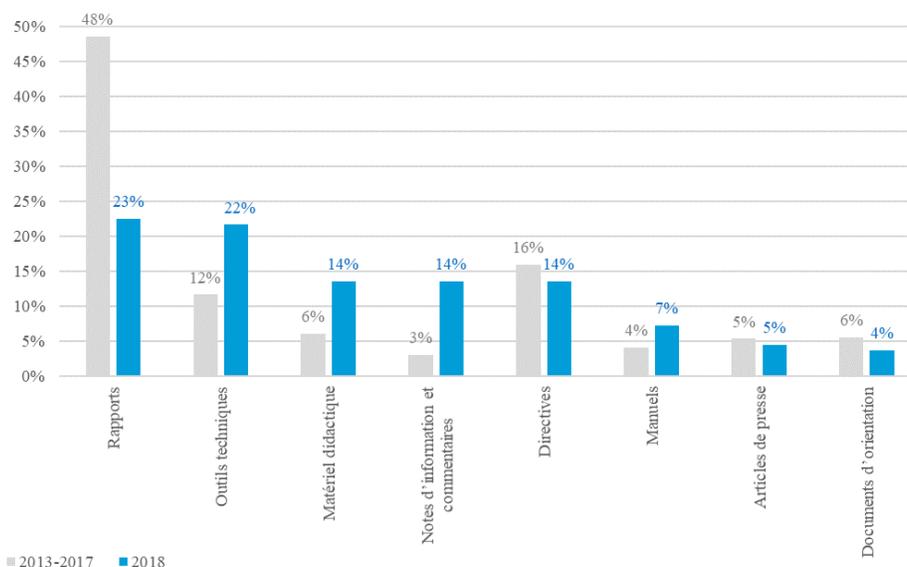
40. En plus des améliorations techniques, la collaboration active entre les programmes et les partenaires a permis d'accroître le nombre de projets destinés à favoriser la transition vers des modes de consommation et de production durables. Environ 250 nouveaux projets ont ainsi été ajoutés à ceux disponibles dans les portefeuilles au cours de l'année, soit trois fois plus qu'en 2017. Le réseau One Planet a ainsi amélioré l'offre et l'accessibilité des informations que les pays en cours de transition vers des modes de consommation et de production durables peuvent utiliser directement pour atteindre leurs objectifs prioritaires, renforçant ainsi l'efficacité et l'ancrage des programmes.

41. En 2018, 111 outils techniques et bases de connaissances ont été mis au point par les partenaires du réseau One Planet, soit un nombre inférieur à la moyenne des deux années précédentes. Cette catégorie d'activités représente désormais 17 % du nombre total d'activités mises en œuvre, contre 29 % pour la période 2013-2017 (voir fig. IV). Cette diminution s'explique principalement par une baisse du nombre de rapports produits et un léger recul du nombre de directives élaborées, ces deux éléments étant ceux qui avaient connu la plus forte progression pendant la période 2013-2017. Il est intéressant de noter que la quantité d'outils techniques, de matériel didactique et de manuels élaborés a considérablement augmenté en 2018 (voir fig. VIII).

<sup>14</sup> Disponible à l'adresse [www.oneplanetnetwork.org/leveraging-sustainable-procurement-transform-tourism-case-studies](http://www.oneplanetnetwork.org/leveraging-sustainable-procurement-transform-tourism-case-studies).

<sup>15</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/](http://www.oneplanetnetwork.org/).

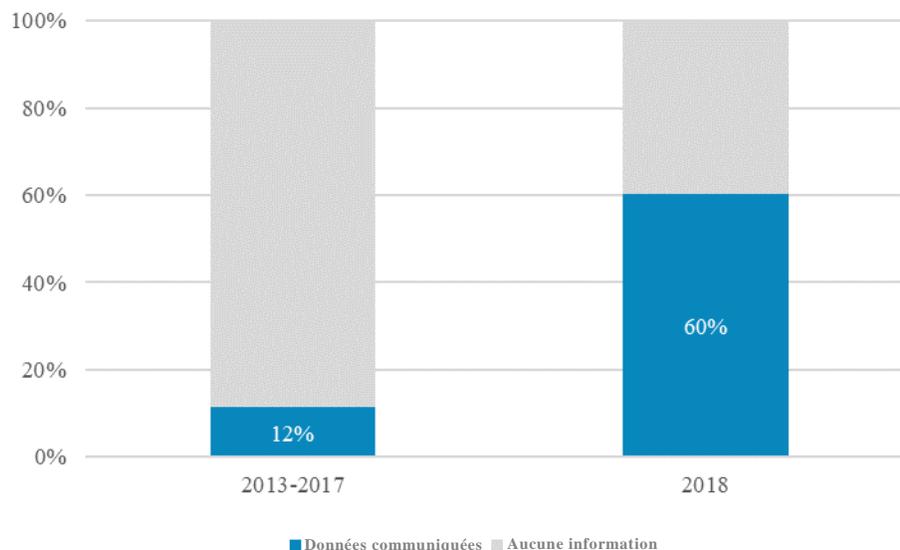
Figure VIII  
**Comparaison des outils techniques et des bases de connaissances mis au point pendant la période 2013-2017 et en 2018**



42. Pour ce qui est des outils techniques, des aides à la décision reposant sur de multiples critères ont permis de comparer et de choisir des matériaux de construction, des systèmes et des modes d'aménagement durables pour la construction de logements sociaux en Inde, alors qu'en Égypte, un projet intitulé « Sustainability Assessment of Nabta Smart Town and Actions for Improvement » (évaluation de la durabilité de la ville intelligente de Nabta et améliorations possibles) a illustré une approche éprouvée de construction de bâtiments à haut rendement énergétique et d'intégration de systèmes d'énergie renouvelable au niveau des bâtiments et des districts. Dans les deux cas, ces activités ont été menées dans le cadre de projets de démonstration du programme Aménagement et construction durables.

43. En 2018, des renseignements relatifs à l'utilisation des ressources techniques ont été communiqués pour 60 % des outils techniques et des bases de connaissances répertoriés, soit une nette augmentation par rapport aux 12 % communiqués à mi-parcours (voir fig. IX). Ces nouvelles informations permettent au réseau de mieux comprendre comment favoriser l'utilisation des outils, un besoin clairement identifié dans la stratégie One Plan for One Planet.

Figure IX  
**Renseignements communiqués au sujet de l'utilisation des outils techniques  
 et des bases de connaissances pendant la période 2013-2017 et en 2018**



44. À titre d'exemple, le rapport intitulé « Creating an energy efficient mortgage for Europe: towards a new market standard »<sup>16</sup> (création d'un dispositif de prêts hypothécaires destinés à favoriser l'efficacité énergétique en Europe : vers un nouveau modèle de marché) a été téléchargé plus de 2,1 millions de fois et s'inscrit dans le cadre du Energy Efficiency Mortgage Action Plan (plan d'action pour des prêts hypothécaires visant l'efficacité énergétique), au titre duquel 37 grandes banques européennes, dont la capacité de prêt combiné atteint plus de 3 000 milliards d'euros, soit environ 20 % du PIB de l'Union européenne, ont lancé un nouveau programme pilote en 2018. Le rapport, qui traite de la dimension financière de la transformation du système énergétique devant être menée à bien en Europe pour réduire les émissions de carbone provenant des bâtiments, qui comptent pour 40 % du total d'émissions, a été établi par le World Green Building Council, un partenaire du programme Aménagement et construction durables.

45. Le réseau propose également une panoplie d'outils numériques, comme des applications mobiles et des systèmes en ligne, visant à aider les consommateurs à choisir des modes de consommation et de production durables. La Southern African Sustainable Seafood Initiative<sup>17</sup>, par exemple, est une application facile à utiliser qui permet aux utilisateurs de vérifier la durabilité des produits de la mer en temps réel, donnant l'occasion aux consommateurs sud-africains de prendre des décisions en connaissance de cause et d'utiliser leur pouvoir d'achat pour rendre les marchés plus durables. Téléchargée plus de 22 000 fois, cette application a été conçue dans le cadre d'un programme du même nom dirigé par le Fonds mondial pour la nature, qui a bénéficié d'un soutien financier en tant que projet de démonstration du programme Systèmes alimentaires durables.

<sup>16</sup> Disponible à l'adresse [www.worldgbc.org/news-media/creating-energy-efficient-mortgage-europe-towards-new-market-standard-0](http://www.worldgbc.org/news-media/creating-energy-efficient-mortgage-europe-towards-new-market-standard-0).

<sup>17</sup> Disponible à l'adresse [www.oneplanetnetwork.org/initiative/southern-african-sustainable-seafood-initiative-sassi-programme-safeguarding-our-seafood](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/southern-african-sustainable-seafood-initiative-sassi-programme-safeguarding-our-seafood).

46. Au Brésil, un test en ligne<sup>18</sup> a été mis au point pour évaluer et renforcer la prise de conscience par les individus et les communautés de leurs habitudes de consommation, tout en sensibilisant les consommateurs à la nécessité de modifier ces habitudes et de défendre de nouvelles valeurs. À ce jour, plus de 30 000 Brésiliens ont passé le test et plus de 10 organisations l'ont utilisé pour évaluer le niveau de prise de conscience de leurs employés et élaborer des plans visant à rendre le lieu de travail plus durable. Ce test a été mis au point par l'Institut Akatu, un partenaire des programmes Information des consommateurs et Modes de vie durables et éducation.

### **Programmes de formation**

47. En 2018, les partenaires du réseau One Planet ont organisé près de 100 stages de formation, portant à plus de 1,1 million le nombre total de jours-personnes de formation à la consommation et la production durables. La majorité de ces formations ont eu lieu au niveau national et ont ciblé des professionnels de la société civile (48 %) et du monde de l'entreprise (20 %). Elles ont été l'occasion d'échanger des connaissances et ont offert à des praticiens de toutes les régions du monde, et plus particulièrement d'Afrique, les moyens d'introduire des modes de consommation et de production durables dans leurs domaines de compétence respectifs.

48. En Afrique, par exemple, dans le cadre d'un projet d'agriculture de conservation à petite échelle visant à faire évoluer les styles de vie, 2 000 agriculteurs des zones rurales du Zimbabwe ont participé à des activités de renforcement des capacités qui leur ont permis d'adopter des pratiques agricoles durables<sup>19</sup>. Piloté par Development Aid from People to People Zimbabwe et s'inscrivant dans les activités de démonstration du programme Modes de vie durables et éducation, ce projet a conduit à l'adoption de techniques agricoles de conservation par plus de 95 % des agriculteurs formés, à une augmentation de 47 % de la production horticole et à une progression de 5 à 13 % des cultures vivrières.

### **Recenser les nouvelles pratiques aux fins de leur diffusion et de leur transposition à plus grande échelle**

49. Les pratiques nouvelles ou améliorées qui sont adoptées constituent autant de moyens concrets de contrer les effets de modes de consommation et de production préjudiciables pour l'environnement comme pour la société. Il est essentiel de mettre en évidence et de promouvoir les changements de pratique qu'appellent des modes de consommation et de production durables, à la fois pour étayer la mise en œuvre des politiques et pour faciliter la mesure de l'incidence de ces changements et œuvrer à leur reproduction ainsi qu'à leur transposition à plus grande échelle. En 2018, 442 organisations et gouvernements ont apporté au total 146 changements à leurs pratiques, dont certains ont été appliqués simultanément par plusieurs organisations, ce qui représente une augmentation significative par rapport à la période 2013-2017.

50. Ce sont surtout les entreprises du secteur du tourisme qui ont amélioré leurs pratiques ou en ont introduit de nouvelles, puisqu'elles ont été à l'origine de 76 % des changements signalés par l'ensemble du réseau. Cette tendance se confirme par le fait que le programme Tourisme durable est celui qui compte le plus grand nombre d'entreprises dans le réseau, ce qui montre qu'une plus grande participation du secteur des entreprises favorise l'identification et l'application de solutions concrètes.

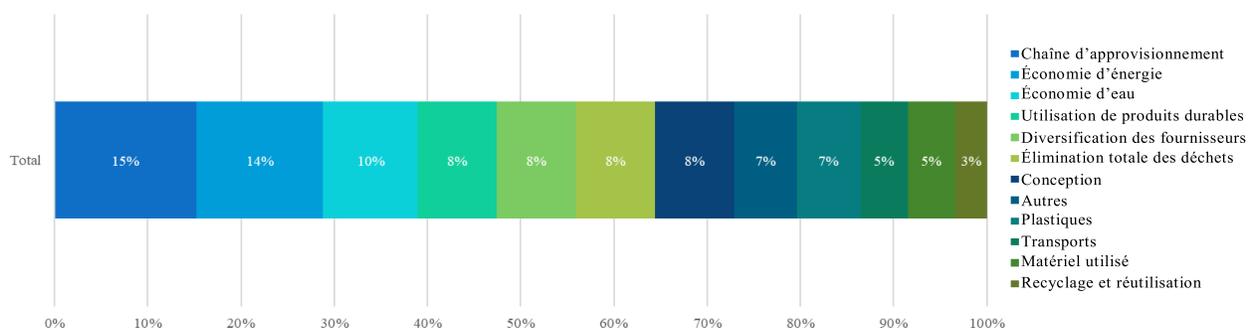
51. Bien qu'aucun type de changements de pratique ne soit particulièrement prédominant, on constate néanmoins que, le plus souvent, ceux-ci ont trait à la chaîne

<sup>18</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/conscious-consumption-brazilian-background](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/conscious-consumption-brazilian-background).

<sup>19</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/sustainable-lifestyles-among-rural-families-zimbabwe-small-scale-conservation-farming-0](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/sustainable-lifestyles-among-rural-families-zimbabwe-small-scale-conservation-farming-0).

d'approvisionnement (15 %) et aux économies d'eau (14 %) et d'énergie (10 %) (voir fig. X).

Figure X  
Changements de pratique, par catégories (2018)



52. En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement, on peut donner à titre d'exemple les progrès réalisés par Productos Unión, un important détaillant péruvien qui est parvenu à remplacer le matériau non recyclable auparavant utilisé pour emballer un de ses produits phares, le granola, par un emballage certifié biodégradable. Certains des ingrédients contenus dans le produit lui-même vont par ailleurs être modifiés afin d'en réduire l'empreinte carbone tout au long de la chaîne de valeur et la commercialisation se fera dans le respect des lignes directrices<sup>20</sup> du programme Information des consommateurs. Pilotée par le Forum mondial des ressources, cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de démonstration Better by Design (mieux pensé mieux conçu)<sup>21</sup> du programme Modes de vie durables et éducation.

53. Pour ce qui est des chaînes d'approvisionnement internationales, on peut citer la Sustainable Rice Platform<sup>22</sup>, qui vise à encourager l'adoption à grande échelle de pratiques de production durables par les petits exploitants rizicoles. Cette initiative, qui a été mise en œuvre dans plus de 20 pays, a permis, ces dernières années, de réduire de 20 % la consommation d'eau et de 50 % les émissions de gaz à effet de serre, tout en contribuant à une augmentation de 10 % les revenus des agriculteurs. La Sustainable Rice Platform est une initiative multipartite dirigée par le PNUE, membre du programme Systèmes alimentaires durables.

54. S'agissant des économies d'eau et d'énergie, un projet pilote de 17 mois a été mis en œuvre dans le cadre de l'initiative My Green Butler<sup>23</sup>, au titre de laquelle 1 000 touristes ont réalisé en moyenne 21 % d'économies d'eau et 33 % d'économies d'électricité. En mettant à la disposition des clients et du personnel des hôtels des analyses convaincantes et en assurant un retour d'information direct, les responsables du programme les ont incités à changer de comportement, ce qui a permis aux entreprises concernées de diminuer leur consommation et de réduire leurs émissions de carbone. Pilotée par l'International Centre for Responsible Tourism – Australia,

<sup>20</sup> PNUE, *Lignes directrices concernant l'information sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits*.

<sup>21</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/better-design-replicating-promising-practices-tools-and-methodologies-support-and-enable](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/better-design-replicating-promising-practices-tools-and-methodologies-support-and-enable).

<sup>22</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/education-sustainability-and-consumption](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/education-sustainability-and-consumption).

<sup>23</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/my-green-butler](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/my-green-butler).

membre des programmes Tourisme durable et Information des consommateurs, l'initiative a été étendue à d'autres pays, touchant plus de 16 000 clients d'hôtels.

55. Le cas de Singita<sup>24</sup>, une entreprise touristique de la République-Unie de Tanzanie, est un autre exemple des changements qu'il est possible d'apporter pour réduire sensiblement la consommation d'eau et d'énergie. En exécutant un plan d'action fondé sur l'initiative One Planet Living de l'organisation Bioregional, cette entreprise est ainsi parvenue à réduire sa consommation d'eau de plus de 20 % et sa consommation d'énergie de 11,5 %. Par ailleurs, une coopérative de producteurs d'aliments locaux a reçu un soutien qui lui a permis d'augmenter ses recettes de 70 % et de créer 140 nouveaux emplois, dont ont bénéficié des membres de la population locale. L'organisation Bioregional est partenaire des programmes Tourisme durable et Information des consommateurs.

#### **IV. Définir les objectifs à atteindre et mobiliser les énergies en faveur de la transition vers une consommation et une production durables**

56. Dans sa nouvelle stratégie, le réseau One Planet souligne l'importance de l'établissement et de la diffusion d'une vision commune favorisant une action coordonnée aux niveaux national et international. En 2018, il s'est efforcé de définir des objectifs communs en matière de consommation et de production durables en déployant de nombreux efforts de sensibilisation et de plaidoyer. Grâce, entre autres, à ces activités, un plus grand nombre d'engagements de haut niveau ont été pris pour progresser vers une plus grande durabilité des modes de production et de consommation.

##### **Définition des objectifs à atteindre**

57. Le Cadre décennal et son réseau One Planet ayant été reconnus comme mécanisme de réalisation de l'objectif de développement durable n° 12 dans la Déclaration ministérielle issue du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2018 et de la réunion du Forum politique de haut niveau de 2018 (voir par. 10 ci-dessus), l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a elle aussi insisté sur l'importance de ce rôle et de la stratégie One Plan for One Planet dans sa résolution sur les moyens novateurs de parvenir à une consommation et une production durables, adoptée à sa quatrième session, en mars 2019 (UNEP/EA.4/L.2).

58. Le respect de modes de consommation et de production durables exigeant l'adoption d'une approche intégrée, il est essentiel que les objectifs à atteindre soient définis de manière unifiée dans tous les secteurs et entre toutes les parties prenantes. La transition vers des systèmes alimentaires durables, par exemple, nécessite un renforcement des activités menées à ce sujet dans le Cadre décennal, comme demandé en juillet 2018 par le Forum politique de haut niveau dans sa Déclaration ministérielle, ainsi que par le Comité de l'agriculture de la FAO en octobre 2018 (COAG/2018/13/Rev1) et par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement dans sa résolution sur la promotion de pratiques durables et de solutions novatrices afin de réduire les pertes et le gaspillage de denrées alimentaires (UNEP/EA.4/L.3), en mars 2019. Ainsi, les parties prenantes concernées par le développement durable, l'agriculture et l'environnement s'attachent à collaborer au titre du programme Systèmes alimentaires durables, dans le cadre duquel une deuxième conférence mondiale a par ailleurs été organisée en 2019, au Costa Rica, sur le thème de la

<sup>24</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/singita-placing-one-planet-living-heart-luxury-tourism](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/singita-placing-one-planet-living-heart-luxury-tourism).

nourriture pour les populations et la planète à l'horizon 2030. Cette conférence a abouti à un appel à l'action de toutes les parties prenantes et à la prise de 14 engagements sur les systèmes alimentaires durables.

59. Rassembler des partenaires issus de divers secteurs, régions et horizons offre l'occasion unique d'harmoniser les objectifs et de définir les buts à poursuivre, à l'échelle mondiale, pour instaurer des modes de consommation et de production durables. Dans sa résolution sur la promotion du tourisme durable, y compris l'écotourisme, aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement (résolution 73/245), l'Assemblée générale a expressément engagé les États Membres et les autres parties prenantes à se joindre au programme Tourisme durable et souligné la nécessité d'intégrer des modes de consommation et de production durables dans le secteur du tourisme.

60. En 2018, les équipes chargées de plusieurs programmes ont entrepris de renouveler leurs stratégies afin de mieux les aligner sur les objectifs nouvellement définis dans l'approche One Plan for One Planet. Ainsi, les responsables des programmes Achats publics durables et Aménagement et construction durables ont tenu des consultations avec divers membres de leurs réseaux, qui ont servi de base à l'élaboration de stratégies globales. Celles-ci ont ensuite fait l'objet d'améliorations au moyen de la définition de plans stratégiques, de priorités et de thèmes clés, ainsi que de la création de groupes d'intérêt. La nécessité d'une action coordonnée en matière d'achats et d'infrastructures a également été examinée dans le cadre de ces deux programmes, comme demandé à titre prioritaire par leurs partenaires respectifs ainsi que par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, dans sa résolution sur les infrastructures durables (UNEP/EA.4/L.6).

61. Le réseau One Planet facilite la prise en compte de la consommation et de la production durables dans des programmes de portée plus étendue et dans des engagements pris à un haut niveau de responsabilité. Ainsi, en 2018, un total de 15 engagements de haut niveau ont été pris dans le cadre du réseau One Planet, dont sept ont été placés sous la responsabilité du programme Tourisme durable. Bien qu'ils varient considérablement quant au type d'acteurs y participant et à leur portée, ces engagements témoignent des efforts déployés par le secteur du tourisme pour rationaliser l'utilisation des ressources.

62. Au niveau régional, l'HOTREC, association regroupant les hôtels, restaurants, bars et cafés d'Europe, a publié une charte de durabilité<sup>25</sup>, dans laquelle elle encourage l'utilisation de l'énergie durable et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur hôtelier. Rassemblant 43 associations nationales de 30 pays, l'HOTREC s'est ainsi engagée à coordonner les efforts visant à promouvoir l'utilisation de l'énergie durable et à partager des pratiques de référence sur la manière d'améliorer l'efficacité énergétique et d'avoir recours à des sources d'énergie renouvelable.

63. Au niveau national, le Secrétaire d'État au tourisme du Portugal a lancé la stratégie tourisme 2027, dont l'objectif est de faire en sorte que 90 % des entreprises touristiques fonctionnent efficacement en termes de gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie d'ici à 2030<sup>26</sup>. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a débloqué 120 millions d'euros afin d'aider les petites et moyennes entreprises touristiques à rationaliser leur consommation d'énergie et de ressources en eau.

<sup>25</sup> Disponible à l'adresse <https://smeunited.eu/admin/storage/smeunited/181210-hotrec-sustainability-charter.pdf>.

<sup>26</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/portugal-leading-tourism-future](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/portugal-leading-tourism-future).

## Démythifier la consommation et la production durables

64. En 2018 a été mise en œuvre une approche révisée de la communication dans l'ensemble du réseau, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie « One Plan for One Planet » et vise à démythifier les modes de consommation et de production durables tout en démontrant leurs résultats et leurs avantages.

65. La première exposition mondiale du réseau, intitulée « Camp One Planet », a été conçue à cette fin. Inaugurée lors de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau, elle a accueilli plus de 3 300 personnes, dont plusieurs ministres, hauts fonctionnaires d'organismes des Nations Unies, représentants d'entreprises, membres d'organisations non gouvernementales et visiteurs du grand public. L'exposition comprenait des présentations multimédias sur les activités menées et les résultats obtenus par le réseau ainsi qu'une série de vidéos innovantes à 360 degrés sur les projets visant à favoriser les modes de consommation et de production durables dans le monde entier. En mars 2019, lors de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, l'exposition a accueilli plus de 1 600 visiteurs et attiré l'attention des médias grâce à son approche novatrice et empirique.

66. L'exposition Camp One Planet et sa série de vidéos à 360 degrés<sup>27</sup> sont de parfaits exemples de la nouvelle approche narrative appliquée dans l'ensemble du réseau. Elles forment un espace interactif qui inscrit les modes de consommation et de production durables dans les mémoires et les rend accessibles à un public aussi large que possible, en permettant aux visiteurs de partager des photos, de communiquer entre eux et d'interagir autour d'un feu de camp virtuel<sup>28</sup>.

67. En outre, les principaux acteurs du programme Modes de vie durables et éducation, agissant en collaboration avec le PNUE et Futerra, ont mis au point les Good Life Goals (objectifs pour une vie meilleure)<sup>29</sup>, un ensemble d'outils de communication et d'éducation destinés à mieux faire comprendre aux décideurs l'importance de l'action individuelle dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les Good Life Goals établissent un lien clair entre ces objectifs et les modes de vie durables, l'idée étant d'encourager chacun et chacune à participer aux échanges et à agir en faveur des objectifs de développement durable. Ces outils sont à l'origine d'au moins 113 articles de presse, touchant une audience potentielle de plus de 6,2 millions de personnes.

## Sensibilisation

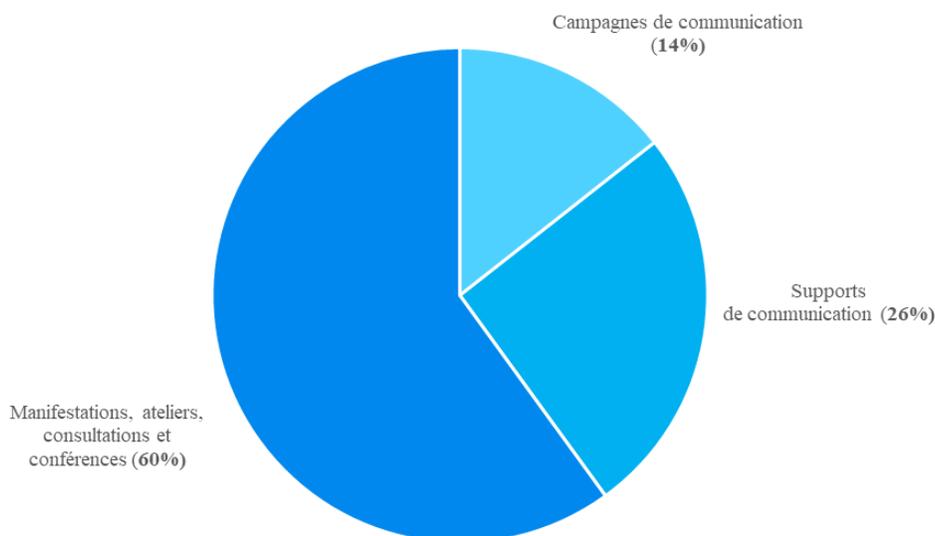
68. Les membres du réseau ont conscience de l'importance que revêtent les activités de communication et de sensibilisation pour faire comprendre que les modes de consommation et de production durables font partie d'une approche intégrée du développement durable. Ces activités ont été les plus fréquentes en 2018 (37 % du total), comme cela avait été le cas jusqu'à mi-parcours (voir fig. IV). Les manifestations, ateliers, consultations et conférences constituent la majorité des 250 activités de communication et de sensibilisation réalisées, suivies par la conception de supports de communication et les campagnes de communication (voir fig. XI). Ces tendances sont similaires à celles observées pendant la période 2013-2017, mais on constate une hausse de la part des campagnes de communication, de 9 % en 2013-2017 à 14 % en 2018.

<sup>27</sup> Disponible à l'adresse [www.youtube.com/watch?feature=youtu.be&v=8S07xS71P38&app=desktop](http://www.youtube.com/watch?feature=youtu.be&v=8S07xS71P38&app=desktop).

<sup>28</sup> Voir [www.camponepanet.org/](http://www.camponepanet.org/).

<sup>29</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/good-life-goals](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/good-life-goals).

Figure XI  
**Activités de sensibilisation et de communication classées par type : résultats obtenus en 2018**



69. La campagne Good Food 4 All<sup>30</sup>, menée par Organics International (membre du programme Systèmes alimentaires durables) et 23 autres organisations non gouvernementales, vise à sensibiliser les citoyens de l'Union européenne à l'agriculture durable et à inciter les responsables politiques à créer les conditions propices à ce résultat, en mettant particulièrement l'accent sur la réforme de la politique agricole commune. Une campagne lancée sur les médias sociaux a accompagné la production de cartes postales contenant des graines à distribuer aux décideurs, touchant environ 200 000 citoyens et citoyennes et 1 000 responsables politiques dans l'Union européenne.

70. En 2018, les équipes chargées de plusieurs programmes ont entrepris des activités de sensibilisation et de communication sur les modes de consommation et de production durables et l'économie circulaire. L'équipe du programme Aménagement et construction durables a cherché des moyens novateurs de communiquer sur le sujet et lancé une série de podcasts<sup>31</sup> pour mettre en lumière les meilleures pratiques et les exemples à reproduire. En outre, au cours de l'année, neuf webinaires, ateliers et manifestations ont été organisés sur les bâtiments et la construction durables dans le contexte de la circularité. L'équipe du programme Modes de vie durables et éducation a organisé une manifestation parallèle sur les liens entre économie circulaire et modes de vie durables pendant le Forum mondial de l'économie circulaire au Japon. L'équipe du programme Tourisme durable a organisé trois webinaires<sup>32</sup> et créé un groupe de travail sur le tourisme et l'économie circulaire réunissant 12 organisations partenaires et 11 experts extérieurs pour permettre aux acteurs du tourisme de participer à la formulation de recommandations axées sur les principes de l'économie circulaire.

<sup>30</sup> Voir <https://makeeuropesustainableforall.org/good-food-for-all/>.

<sup>31</sup> Voir <https://soundcloud.com/build-with-care>.

<sup>32</sup> Voir <http://sdt.unwto.org/webinars-oneplanet-stp>.

### Mécanismes de coordination

71. Rassembler des partenaires issus de divers secteurs, régions et horizons offre l'occasion unique d'harmoniser les objectifs et de définir les buts à poursuivre, à l'échelle mondiale, pour instaurer des modes de consommation et de production durables au service du développement durable. Les efforts conjoints menés au sein du réseau sont illustrés par les 26 mécanismes multipartites de coordination des actions en faveur de la consommation et la production durables qui ont été signalés en 2018.

72. Par exemple, le projet SPP Regions, mené par le réseau ICLEI – Les gouvernements locaux pour le développement durable (membre du programme Achats publics durables), a donné lieu à plus de 40 projets innovants et respectueux de l'environnement qui ont permis de réduire les émissions de dioxyde de carbone d'environ 400 000 tonnes par an<sup>33</sup>. En 2018, le mécanisme de coordination, dont l'objectif est de promouvoir la création et l'expansion de réseaux européens de municipalités œuvrant ensemble pour définir des pratiques durables de passation des marchés publics, a établi quatre nouveaux réseaux et lancé 12 projets de collaboration durable.

73. Les mécanismes de coordination dirigés par les partenaires du programme Systèmes alimentaires durables sont des exemples des moyens qui peuvent être utilisés pour stimuler l'action au niveau national de manière concertée. Le Food Change Lab (laboratoire d'innovation alimentaire)<sup>34</sup>, dirigé par Hivos, est une plateforme de collaboration aux fins de la création et de l'essai de solutions pour la diversification agricole en Zambie, qui a permis aux petits agriculteurs de donner leur avis au Gouvernement zambien sur la mise en œuvre du septième Plan national de développement (2017-2021). De même, le programme Changing Course in Global Agriculture (changement de cap dans l'agriculture mondiale)<sup>35</sup>, piloté par Biovision, privilégie une démarche participative appliquant des outils de la dynamique des systèmes pour inciter à l'adoption de politiques propices aux systèmes alimentaires durables au Sénégal. Les résultats obtenus ont été présentés dans un document stratégique établi par le Gouvernement, intitulé « Revue stratégique nationale pour l'éradication totale de la faim au Sénégal à l'horizon 2030 ».

74. La mise en œuvre de la politique de construction durable dans la vallée d'Aburrá (Colombie)<sup>36</sup>, projet pilote mené dans le cadre du programme Aménagement et construction durables, a fait fond sur la collaboration avec plusieurs municipalités et entreprises de construction du secteur privé pour mettre en place un mécanisme propre à favoriser la généralisation des cadres stratégiques de construction durable. Les connaissances générées ont été partagées avec des organismes nationaux tels que le Département de la planification, le Ministère de l'environnement et du développement durable et le Ministère du logement.

## V. Nourrir la réflexion : exploration d'un thème commun à l'ensemble du réseau

75. Pour canaliser les efforts de manière stratégique et assurer une vision unifiée, la stratégie « One Plan for One Planet » recommande de définir chaque année un thème commun qui orientera l'ensemble des activités du réseau One Planet. L'objectif est

<sup>33</sup> Voir <http://www.sppregions.eu/home/>.

<sup>34</sup> Voir <https://foodchangelab.org/food-change-labs-in-lusaka-province-zambia/>.

<sup>35</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/changing-course-global-agriculture-ccga](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/changing-course-global-agriculture-ccga).

<sup>36</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/sbc-trust-fund-project-sustainable-construction-policy-aburra-valley-colombia](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/sbc-trust-fund-project-sustainable-construction-policy-aburra-valley-colombia).

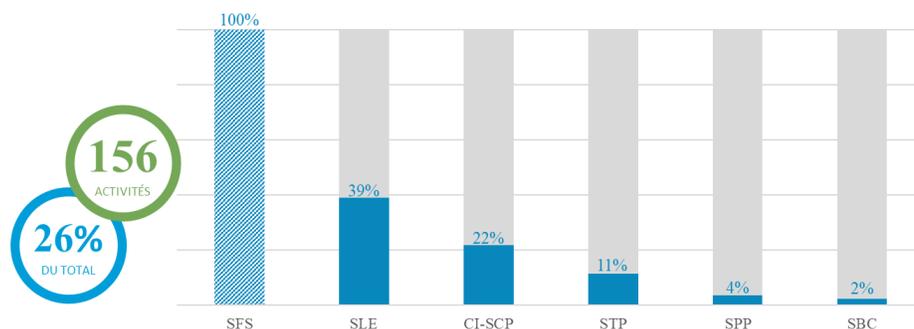
triple : a) rationaliser et comprendre l'action menée dans le cadre des différents programmes autour d'un sujet donné ; b) tirer parti de la complémentarité des compétences disponibles dans les différents programmes sur le thème choisi et encourager la collaboration entre programmes ; c) contribuer aux efforts de communication en contribuant à une meilleure compréhension des concepts de consommation et de production durables.

76. L'alimentation, qui est apparue comme un thème dominant lors de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau, est mentionnée expressément au paragraphe 26 de la Déclaration ministérielle : « Nous demandons aux parties prenantes d'adopter des démarches durables pour ce qui concerne leurs systèmes alimentaires et de mettre au point des stratégies et des solutions efficaces visant à réduire les pertes et le gaspillage de nourriture. La mise en place de systèmes alimentaires résilients, durables et inclusifs qui protègent, accroissent et restaurent les ressources naturelles, assurent la fiabilité des moyens de subsistance ruraux et urbains et donnent accès à des aliments nutritifs produits par des petits exploitants doit être au cœur de l'action menée pour promouvoir une consommation et une production durables. »

77. Dans le cadre du thème général « Des solutions novatrices pour relever les défis environnementaux et instaurer des modes de consommation et de production durables », l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a décidé, à sa quatrième session, de faire des défis environnementaux liés à la pauvreté et à la gestion des ressources naturelles, y compris l'adoption de systèmes alimentaires durables, la sécurité alimentaire et la lutte contre la perte de biodiversité, un de ses trois domaines d'intervention.

78. Pour tirer parti du succès remporté par le réseau One Planet lors de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau et établir un lien avec les négociations de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, l'alimentation a été adoptée comme thème commun des activités du réseau pour le cycle 2018-2019. Bien qu'il existe, au sein du réseau, un programme consacré aux systèmes alimentaires durables et que ce programme soit tout à fait à même de proposer des compétences spécialisées et des éclairages sur la question de l'alimentation, il convient de noter que ce thème s'est imposé en raison de son caractère fondamental. Il n'en découle pas nécessairement que l'on ait l'intention d'aligner les futurs thèmes communs sur des programmes spécifiques. Les résultats préliminaires des réflexions sur ce premier thème commun sont présentés ci-après.

Figure XII  
**Répartition des activités liées à l'alimentation mises en œuvre par rapport au nombre total d'activités de chaque programme, en pourcentage (2018)**



*Abbreviations* : SFS : systèmes alimentaires; SLE : modes de vie et éducation ;  
 CI-SCP : information des consommateurs ; STP : tourisme; SPP : achats publics ;  
 SBC : aménagement et construction.

79. Les 156 activités liées à l'alimentation exécutées en 2018 par des partenaires de chacun des six programmes ont représenté 26 % du nombre total d'activités menées dans l'année (voir fig. XII). Ce chiffre annuel est presque égal au nombre total d'activités de ce type menées sur l'ensemble de la période 2013-2017, avec un pourcentage en augmentation considérable par rapport aux 10 % enregistrés pour cette période. Il ne faut pas en déduire que les activités du réseau ont soudainement changé pour s'adapter au thème commun. En fait, le choix d'un thème commun favorise l'échange d'informations et la collecte de données, fournissant ainsi une base pour mieux tirer parti des compétences complémentaires des programmes. Selon les données recueillies, cette approche encourage un examen plus approfondi des projets et des partenaires de chaque programme, alors que des activités qui auraient sans doute autrement été considérées comme moins corrélées au programme peuvent maintenant être envisagées comme des contributions intéressantes au regard de l'objectif de développement durable n° 12.

80. Compte tenu du caractère plurisectoriel de la consommation et de la production durables, il est naturel que les activités des différents programmes se complètent. Par le passé, la recherche de possibilités de faire converger des programmes pour explorer plus avant les liens entre eux se faisait en grande partie au cas par cas. Plusieurs programmes ont profité de l'occasion offerte par le thème commun de l'alimentation pour collaborer.

81. Au cours de la deuxième Conférence mondiale du programme Systèmes alimentaires durables, sur le thème de la nourriture pour les populations et la planète à l'horizon 2030, l'équipe chargée du programme Information des consommateurs a animé une session intitulée « Susciter l'attachement des consommateurs à des systèmes alimentaires durables : informer sur la durabilité des produits alimentaires », lors de laquelle les débats ont porté sur le défi mondial que représentent les modes de consommation et de production alimentaires durables alors que les consommateurs sont peu informés des solutions qui s'offrent à eux en la matière. L'équipe a ensuite organisé, en marge de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, une manifestation officielle sur les mesures prises par le réseau One Planet pour établir des partenariats visant à élaborer des solutions novatrices pour des modes de consommation et de production durables, à l'occasion de laquelle les chefs de file des programmes Information des consommateurs et Systèmes alimentaires durables ont examiné la collaboration dans le secteur alimentaire.

82. Les analyses effectuées au titre du thème commun ont permis de mettre en évidence des possibilités de collaboration future. Ainsi, en 2018, Mondelez International, l'une des plus grandes entreprises alimentaires du monde, a utilisé les lignes directrices concernant l'information sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits pour évaluer la durabilité de sa norme Cocoa Life<sup>37</sup>. Il s'agit d'un exemple de ce que peuvent faire les entreprises du secteur alimentaire pour communiquer aux consommateurs des informations sur la durabilité de leurs produits, une démarche qui peut être exploitée par de multiples programmes, y compris ceux consacrés aux modes de vie durables et à l'éducation et aux systèmes alimentaires durables. Tous les programmes pourraient mettre à profit ces lignes directrices pour promouvoir des pratiques de consommation durables dans le domaine de la vente au détail.

83. Les membres du programme Systèmes alimentaires durables pourraient aussi nouer des liens de collaboration utiles avec les partenaires du programme Modes de vie durables et éducation, par exemple en adoptant les Good Life Goals et en les utilisant de manière à mieux apprécier le rôle clef de l'action individuelle dans la mise en place des systèmes alimentaires durables et en tant que source d'inspiration.

84. En 2018, les entreprises du secteur du tourisme ont été les premières, au sein du réseau, à mettre en place des mécanismes de mesure des pertes et du gaspillage de nourriture afin d'élaborer des stratégies de réduction de ces pertes et de ce gaspillage et d'en surveiller l'application. Ainsi, la Seychelles Sustainable Tourism Foundation (Fondation pour le tourisme durable des Seychelles) a officiellement lancé son programme de réduction des déchets alimentaires intitulé « Don't Waste, Eat! » (Ne jetez pas, mangez)<sup>38</sup> en coopération avec Butterfly Tourism. Ce programme a permis de doter le personnel hôtelier des compétences nécessaires pour mesurer et surveiller le gaspillage alimentaire, notamment grâce au logiciel Edgar de Butterfly<sup>39</sup>, qui favorise une réduction de 20 % des déchets alimentaires.

85. En outre, le programme Systèmes alimentaires durables pourrait s'appuyer sur le réseau du programme Tourisme durable dans le secteur des entreprises pour accélérer le passage à des systèmes alimentaires plus durables, comme le demande la résolution de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement sur la promotion de pratiques durables et de solutions novatrices afin de réduire les pertes et le gaspillage de denrées alimentaires (UNEP/EA.4/L.3).

86. La nourriture est un besoin véritablement universel. Tout être vivant a besoin de s'alimenter pour survivre. Cette vérité fondamentale fait de l'alimentation un excellent point de départ vers l'adoption de modes de consommation et de production durables et contribue à mieux faire comprendre et à démythifier cette approche. À titre d'exemple, le thème commun de l'alimentation s'est révélé être une source d'inspiration pour l'élaboration de programmes et la définition de messages clefs. Ainsi, à la faveur d'un processus de collaboration, le programme Systèmes alimentaires durables est en train de créer une gamme d'outils de communication, dont une série de vidéos et un jeu interactif. La première vidéo, qui présente 10 conseils pour soutenir les systèmes alimentaires durables, est disponible en ligne.

87. Une grande partie des activités de sensibilisation et de communication mises en œuvre en 2018 étaient des campagnes menées par des organisations de la société

---

<sup>37</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/resource/case-study-mondelez-international-guidelines-providing-product-sustainability-information](http://www.oneplanetnetwork.org/resource/case-study-mondelez-international-guidelines-providing-product-sustainability-information).

<sup>38</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/dont-waste-eat-food-waste-reduction-programme-seychelles](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/dont-waste-eat-food-waste-reduction-programme-seychelles).

<sup>39</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/software-and-methodology-reduce-food-waste-commercial-catering](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/software-and-methodology-reduce-food-waste-commercial-catering).

civile sur les pertes et le gaspillage alimentaires et sur les pratiques de consommation et les régimes alimentaires durables. Par exemple, le Waste and Resources Action Programme (WRAP), membre des programmes Information des consommateurs et Modes de vie durables et éducation, a mené une série de campagnes de communication de haut niveau visant à faire évoluer les pratiques des ménages au Royaume-Uni pour prévenir le gaspillage alimentaire. Les campagnes intitulées « Make Toast not Waste »<sup>40</sup>, « Chill the Fridge out »<sup>41</sup> et « GiveACluck »<sup>42</sup> ont diffusé des conseils pratiques et des recettes pour préparer des repas d'un coût abordable en utilisant les restes et en évitant le gaspillage. Avec une audience de plus de 2,8 millions de personnes, ces campagnes illustrent la capacité qu'a le réseau de faire passer des messages clés sur les modes de consommation et de production durables, qui peuvent être davantage mis en avant grâce à la collaboration.

88. En définitive, les activités liées à l'alimentation menées en 2018 montrent comment le réseau One Planet peut tirer parti de l'expérience des six programmes pour poursuivre la mise en œuvre de leurs priorités et en renforcer la portée. De même, chaque programme peut se servir des objectifs établis par le programme Systèmes alimentaires durables pour encourager et soutenir ses partenaires. Il y a encore fort à faire, et il est essentiel que chaque programme prenne des mesures en lien avec le thème choisi pour être plus efficace. Toutefois, les premiers résultats du choix de ce thème commun montrent qu'il pourrait s'agir d'une première étape pour exploiter au mieux la complémentarité des compétences des programmes et susciter des changements systémiques.

89. Le réseau One Planet continuera d'analyser les résultats pouvant être obtenus grâce à la définition de thèmes communs ainsi que les recoupements possibles entre les programmes pour fournir une vue d'ensemble des modes de consommation et de production durables, dégager conjointement une valeur ajoutée et accroître les retombées des différentes activités.

## **VI. Consommation et production durables : une réponse à la nécessité d'un découplage de la croissance économique et de la dégradation de l'environnement**

90. Les ressources naturelles sont à la base de nos systèmes socioéconomiques. Elles sont donc au cœur de tous nos besoins en matière de développement. Nous dépendons des ressources naturelles pour produire les biens, les services et les infrastructures nécessaires à une croissance économique soutenue, inclusive et durable, ainsi que pour l'emploi et le travail décent. La cible 8.4 associée aux objectifs de développement durable, « s'attacher à dissocier croissance économique et dégradation de l'environnement, comme prévu dans le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables », témoigne de la nécessité de modifier le modèle économique non durable actuel et introduit la notion de découplage, en attirant l'attention sur le fait que l'accroissement du bien-être humain et la réduction des pressions et des répercussions sur l'environnement sont des conditions fondamentales de la croissance économique. Pour l'instant, les deux indicateurs liés à la cible 8.4 (empreinte matérielle et consommation matérielle nationale) continuent d'enregistrer une progression au niveau mondial. Pourtant, cette cible repose sur l'hypothèse inhérente qu'un nouveau modèle économique est possible.

<sup>40</sup> Voir [www.lovefoodhatewaste.com/toast](http://www.lovefoodhatewaste.com/toast).

<sup>41</sup> Voir [www.lovefoodhatewaste.com/article/chill-fridge-out](http://www.lovefoodhatewaste.com/article/chill-fridge-out).

<sup>42</sup> Voir [www.lovefoodhatewaste.com/](http://www.lovefoodhatewaste.com/).

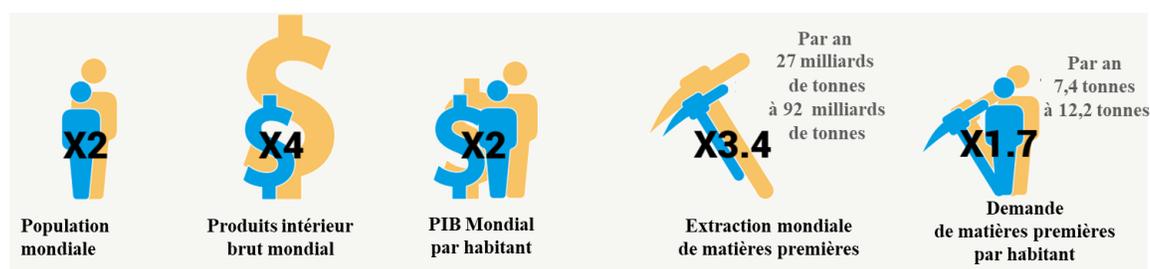
### Briser le statu quo

91. Croissance économique et exploitation des ressources naturelles sont depuis toujours indissociables. Ce « vieux couple » existe de si longue date que toute autre configuration peut sembler inconcevable. Comment un pays peut-il être prospère sans épuiser ses ressources naturelles ?

92. La croissance économique et le développement social exigent de produire des biens et des services, ce qui passe inévitablement par l'utilisation de ressources naturelles. Ces cinquante dernières années, la population de la planète a doublé et le PIB mondial quadruplé, faisant croître la grande quantité de ressources naturelles nécessaires pour alimenter le développement économique (voir fig. XIII). L'utilisation des ressources naturelles a plus que triplé, avec son lot de conséquences de plus en plus néfastes pour la santé humaine et l'environnement<sup>43</sup>.

Figure XIII

#### Tendances associées à l'utilisation des ressources (1970-2017)



Source : Groupe international d'experts sur les ressources, *Perspectives des ressources mondiales 2019*.

93. En 2018, le monde a atteint le 1<sup>er</sup> août, jour du dépassement<sup>44</sup>, plus tôt que jamais auparavant (voir fig. XIV). Ainsi, pendant les cinq derniers mois de l'année, notre utilisation des ressources naturelles à l'échelle mondiale a dépassé le volume produit par la Terre, si bien qu'il nous faudrait 1,7 fois les matériaux disponibles sur la planète pour maintenir l'actuel rythme annuel.

<sup>43</sup> Groupe international d'experts sur les ressources, *Perspectives des ressources mondiales 2019 : des ressources naturelles pour l'avenir que nous voulons* (Nairobi, PNUE, 2019). Disponible à l'adresse [www.resourcepanel.org/reports/global-resources-outlook](http://www.resourcepanel.org/reports/global-resources-outlook).

<sup>44</sup> Créé par l'organisation Global Footprint Network, le jour du dépassement permet d'estimer le moment de l'année à partir duquel l'humanité a consommé plus de ressources naturelles et produit plus de déchets que la Terre ne peut en reproduire et en absorber sans risque en une année. La biocapacité totale de la Terre est estimée à l'aune de la superficie, exprimée en hectares globaux, des terres productives, des zones maritimes, des pâturages, des terres cultivées et des zones de pêche. Voir [www.overshootday.org/](http://www.overshootday.org/).

Figure XIV  
**Jour du dépassement (1969-2018)**



Source : Global Footprint Network, National Footprint Accounts, 2018.

94. Les limites de capacité de la Terre sont clairement dépassées et nous sommes loin d'avoir atteint les cibles 12.2 et 8.4 associées aux objectifs de développement durable, à savoir parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles à l'horizon 2030. Ces tendances mettent en lumière le dysfonctionnement du « vieux couple », qui constitue notre modèle économique actuel et repose sur une dangereuse hypothèse, à savoir que l'extraction, la transformation et l'élimination, sous forme de déchets ou d'émissions, d'une quantité illimitée de ressources est un moyen sûr et fiable d'améliorer la croissance économique et le bien-être des populations. Le modèle traditionnel nécessite une exploitation perpétuelle et sans cesse croissante des ressources naturelles, mettant en péril la croissance et le développement socioéconomiques de l'humanité tout entière. Il faut rompre avec ce vieux schéma.

### Le coût de l'inaction

95. Si des mesures concertées ne sont pas prises au plus vite, l'utilisation des ressources naturelles continuera de s'intensifier de manière non viable. Selon le rapport « Perspectives des ressources mondiales » du Groupe international d'experts sur les ressources, le PIB mondial continuera, si le statu quo perdure, de croître à un taux moyen de 2,2 % par an pour atteindre 216 000 milliards de dollars d'ici à 2060. Un tel scénario nécessiterait une augmentation de 110 % de l'extraction de ressources au niveau mondial (190 milliards de tonnes) et une hausse de 43 % des émissions de gaz à effet de serre (70 milliards de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>).

96. Toutefois, des mesures visant une exploitation plus rationnelle des ressources, complétées par des initiatives et politiques de durabilité bien conçues et dûment concertées, permettraient certainement, d'après le Groupe international d'experts sur les ressources, d'assurer une prospérité économique durable sans dépasser les limites de capacité de la planète. Selon les prévisions, la progression économique nette se

traduirait alors par un PIB mondial supérieur de 8 % à la tendance historique, soit 233 000 milliards de dollars à l'horizon 2060, et par une répartition plus équitable du PIB par habitant. En outre, l'extraction des ressources mondiales diminuerait de 25 %, tombant à 143 milliards de tonnes, ce qui permettrait de ramener à 4,8 milliards de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> les émissions de gaz à effet de serre, soit une baisse de 90 % (voir fig. XV).

Figure XV

**Effets potentiels du découplage dans un modèle de scénario axé sur la durabilité, selon les prévisions du Groupe international d'experts sur les ressources**



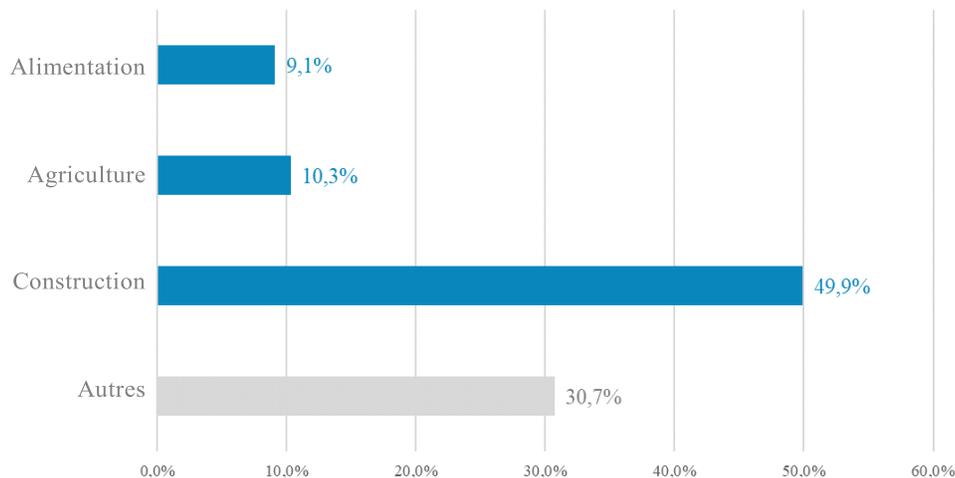
Source : Groupe international d'experts sur les ressources, *Perspectives des ressources mondiales 2019*.

97. Si l'on considère qu'une réduction de 25 % au moins de l'extraction des ressources est nécessaire pour garantir le développement socioéconomique futur, il convient de s'intéresser dans un premier temps aux secteurs particulièrement gourmands en ressources<sup>45</sup>. À titre d'exemple, les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la construction représentaient en 2015 près de 70 % du total de l'empreinte matérielle mondiale (voir fig. XVI)<sup>46</sup>. Dès lors, un moyen efficace de contribuer au découplage pourrait être de modifier nos modes de production et de consommation alimentaires ou la manière dont nous construisons.

<sup>45</sup> En l'occurrence, une diminution de 25 % n'est pas un objectif mais résulte de l'application du modèle. Une planification intégrée selon une perspective systémique est nécessaire ; la prise en compte prioritaire de ces secteurs n'est que suggérée, l'attention devant être accordée au transfert de la charge d'un secteur à l'autre.

<sup>46</sup> L'empreinte matérielle attribuée au consommateur final toutes les ressources mobilisées au niveau mondial. L'outil d'analyse des points névralgiques de la consommation et de la production durables permet d'obtenir, par secteur, des données sur l'empreinte matérielle aux niveaux national, régional et mondial.

Figure XVI  
**Empreinte matérielle mondiale par secteur économique, en pourcentage du total (2015)**



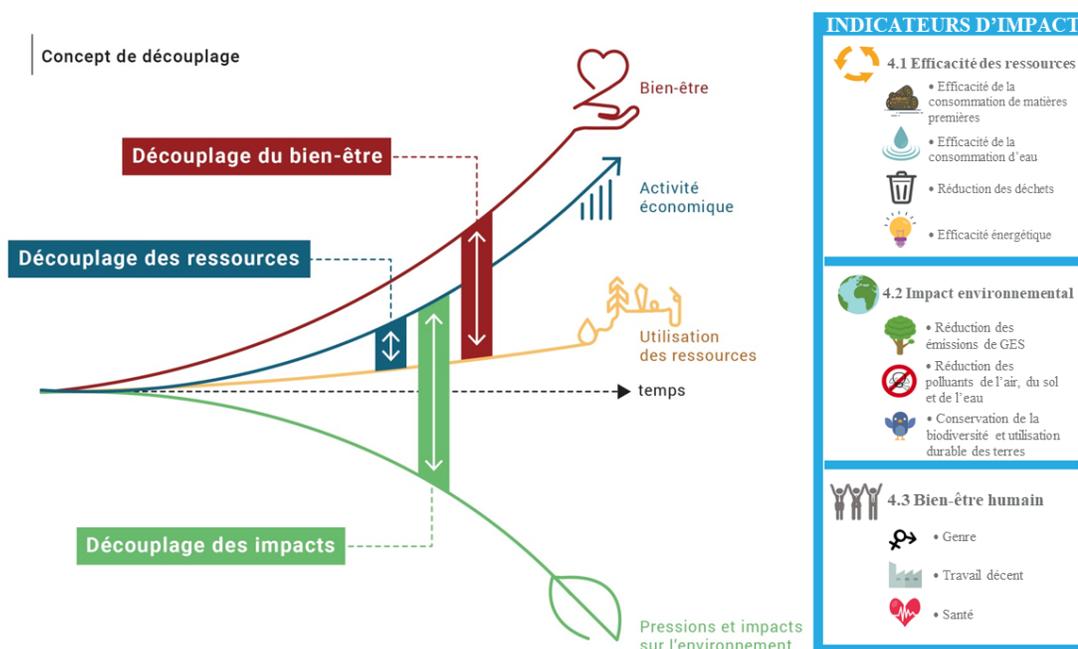
Source : Outil d'analyse des points névralgiques de la consommation et de la production durables, disponible à l'adresse <http://scp-hat.lifecycleinitiative.org/>.

### Découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources naturelles

98. Dans sa forme la plus élémentaire, le découplage consiste à dissocier l'exploitation des ressources naturelles et ses conséquences pour l'environnement, d'une part, et l'accroissement de l'activité économique et l'amélioration du bien-être humain, de l'autre. Autrement dit, il est possible et indispensable d'élaborer un nouveau schéma qui permette d'améliorer le bien-être humain et de renforcer l'activité économique tout en enrayant l'épuisement des ressources naturelles. En ce sens, le découplage constitue un élément fondamental de la transition vers un avenir durable et la réalisation des objectifs de développement durable. Comme l'illustre la figure XVII, il y a découplage relatif du bien-être et découplage relatif des ressources lorsque, respectivement, le bien-être humain et l'activité économique progressent tandis que l'utilisation des ressources croît à un rythme nettement plus lent. Un découplage absolu des impacts se produit si l'activité économique continue d'augmenter tandis que diminuent les incidences négatives sur l'environnement<sup>47</sup>.

<sup>47</sup> Source : Groupe international d'experts sur les ressources, *Perspectives des ressources mondiales 2019*.

Figure XVII  
Le concept de découplage et les indicateurs d'impact concernant la consommation et la production durables



Source : Groupe international d'experts sur les ressources, *Perspectives des ressources mondiales 2019* et réseau One Planet, Indicateurs de succès (Paris, PNUE, 2017).

99. Les indicateurs d'impact clefs permettent de mieux comprendre et déterminer dans quelle mesure le bien-être humain s'améliore parallèlement à une diminution de l'utilisation des ressources et à une atténuation de la dégradation de l'environnement. Répartis en différentes catégories, à savoir la dimension économique (PIB), l'utilisation des ressources, l'impact sur l'environnement et le bien-être humain, ils correspondent aux grands défis à relever pour que le découplage puisse s'opérer (voir fig. XVII). La collecte systématique d'informations relatives aux trois dimensions de la durabilité montre l'ampleur des efforts de découplage et permet la mise en évidence des tendances et le recensement des pratiques efficaces qu'il convient de reproduire et de généraliser.

100. Il ne saurait y avoir de découplage sans une profonde transformation de nos systèmes économiques, qui suppose de porter un regard différent sur les biens et services que nous consommons et sur les modalités de leur production. Le découplage nous impose d'examiner le coût réel du développement et de définir la marche à suivre la plus efficace et la plus pérenne.

#### **Des modes de consommation et de production durables pour ne plus faire dépendre la croissance économique de l'utilisation des ressources naturelles**

101. Les modes de consommation et de production durables constituent un levier essentiel de transformation. Ils tiennent compte de l'intégralité du cycle de vie des activités économiques, à savoir l'extraction des ressources puis leur transformation en matières premières et en produits, l'utilisation de ces produits et, enfin, leur élimination sous forme de déchets ou d'émissions. Ils contribuent à la définition et à

l'élaboration de solutions pour améliorer l'utilisation des ressources naturelles et atteindre simultanément de multiples objectifs de durabilité, en assurant un scénario « gagnant-gagnant » grâce à la prise en compte simultanée des aspects économique, social et environnemental. Fondés sur une approche systémique, les modes de consommation et de production durables permettent de répartir différemment la charge entre les acteurs, sur le plan géographique et le long de la chaîne de valeur et de dégager des avantages nets globaux grâce à la durabilité. Ils contribuent en outre à relier les activités dans le temps afin d'en appréhender les incidences à long terme.

102. Concrètement, les modes de consommation et de production durables conduisent à perfectionner et à concilier les actions qu'engagent les organismes publics et les différents acteurs le long des chaînes de valeur et dans la société en général. En ce sens, ils favorisent des interventions concertées en faveur de la cohérence des politiques et de la constitution de solides partenariats multipartites, et sont donc potentiellement porteurs de transformation à grande échelle.

103. On peut envisager cette transformation de nombreuses manières, par exemple, ainsi qu'il a été suggéré précédemment, en s'intéressant dans un premier temps aux secteurs de la construction, de l'agriculture et de l'alimentation, particulièrement gourmands en ressources. Actuellement, la construction de bâtiments est à l'origine d'environ 40 % de l'utilisation des ressources, de 25 % de la consommation d'eau et de 40 % de celle d'énergie (voir fig. XVIII), et produit dans le même temps jusqu'à 40 % des déchets solides dans les pays développés. Sachant toutefois que plus de 60 % des infrastructures urbaines qui devraient exister à l'horizon 2050 ne sont pas encore sorties de terre<sup>48</sup>, de larges possibilités s'offrent à nous. Grâce à l'évolution des pratiques, comme la mise en application de certaines innovations et technologies, notamment l'initiative « Buildings as Material Banks » (les bâtiments comme banques de matériaux)<sup>49</sup> lancée dans le cadre du réseau et l'outil SHERPA (guide personnel pour un logement durable)<sup>50</sup>, il est possible de réutiliser dans les nouveaux chantiers jusqu'à la moitié des matériaux de construction employés dans les anciennes structures. En réutilisant le plus possible les matériaux, les acteurs du secteur feraient diminuer les besoins d'extraction de ressources et, partant, la consommation d'eau et d'énergie. Grâce à la modification du rapport entre nouvelle extraction de ressources et demande de nouvelles infrastructures, des bâtiments peuvent être construits, des emplois peuvent être créés et davantage de matières premières peuvent être laissées dans les sols.

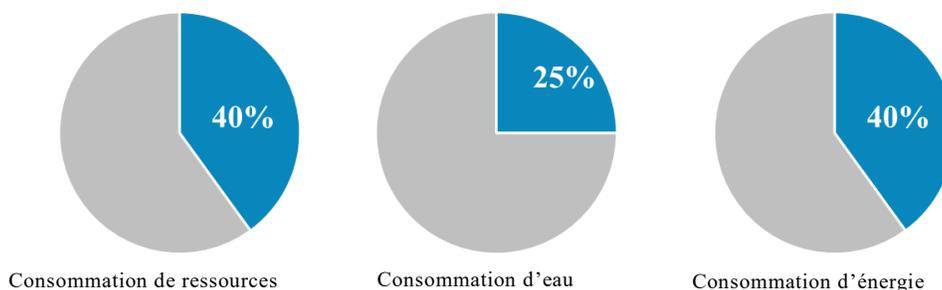
---

<sup>48</sup> Groupe international d'experts sur les ressources, *Assessing Global Resource Use: A Systems Approach to Resource Efficiency and Pollution Reduction* (Évaluation de l'utilisation mondiale des ressources : une approche systémique de l'utilisation rationnelle des ressources et de la réduction de la pollution) (Paris, PNUE, 2017). Disponible à l'adresse [www.resourcepanel.org/reports/assessing-global-resource-use](http://www.resourcepanel.org/reports/assessing-global-resource-use).

<sup>49</sup> Voir <https://www.bamb2020.eu/>.

<sup>50</sup> Voir <https://unhabitat.org/sherpa/>.

Figure XVIII  
**Part du secteur du bâtiment et de la construction, en pourcentage du total de la consommation mondiale**



Source : Groupe international d'experts sur les ressources, *Assessing Global Resource Use: A Systems Approach to Resource Efficiency and Pollution Reduction* (Évaluation de l'utilisation mondiale des ressources : une approche systémique de l'utilisation rationnelle des ressources et de la réduction de la pollution) (Paris, PNUE, 2017).

104. Bien que le monde produise suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins de l'ensemble de la population, près de 800 millions de personnes souffrent de la faim et 2 milliards de malnutrition. En outre, 30 % des aliments actuellement produits dans le monde sont perdus ou gaspillés chaque année (voir fig. XIX)<sup>51</sup>. Les résultats obtenus grâce aux changements de pratique tels que l'amélioration de la mesure et de la gestion du gaspillage alimentaire sont très encourageants. Dans le cas du secteur hôtelier, ces modifications permettent parfois aux entreprises d'accroître leur rentabilité. Dans une étude<sup>52</sup> publiée en 2018 par l'organisme WRAP, partenaire du programme Tourisme durable, 42 hôtels situés dans 15 pays ont démontré que chaque dollar investi dans la réduction du gaspillage alimentaire en cuisine permettait d'économiser 7 dollars en moyenne. La compagnie Costa Croisières a, quant à elle, réduit de moitié la quantité de déchets alimentaires à bord du navire ayant piloté son programme de réduction du gaspillage alimentaire 4GOODFOOD<sup>53</sup>, alors qu'au cours du premier semestre de 2018, neuf hôtels ont économisé 200 000 dollars et 70 000 kilos de nourriture dans le cadre de l'initiative BUFFET<sup>54</sup> de la Pacific Asia Travel Association. En remédiant aux pertes et au gaspillage de denrées alimentaires, les acteurs de l'industrie du tourisme sont à même d'améliorer l'expérience de leurs clients et de réaliser des économies, tout en évitant d'accroître les pressions sur l'environnement.

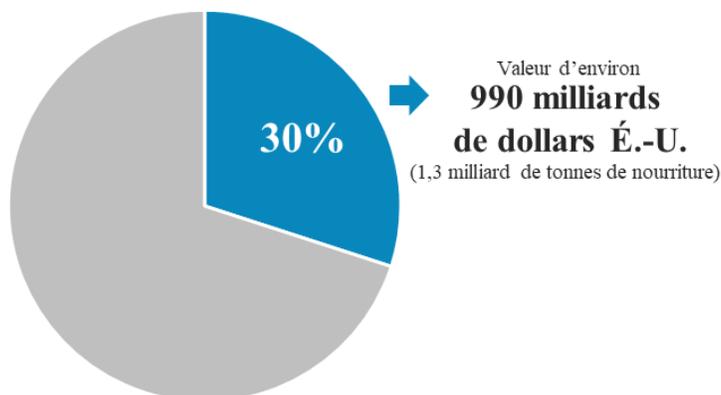
<sup>51</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018 : renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition* (Rome, 2017). Disponible à l'adresse [www.fao.org/3/i9553fr/i9553fr.pdf](http://www.fao.org/3/i9553fr/i9553fr.pdf).

<sup>52</sup> Disponible à l'adresse [www.oneplanetnetwork.org/initiative/business-case-reducing-food-loss-and-waste-hotels](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/business-case-reducing-food-loss-and-waste-hotels).

<sup>53</sup> Voir [www.costacruises.co.uk/B2C/GB/sustainability/tomorrow/Pages/4goodfood.aspx](http://www.costacruises.co.uk/B2C/GB/sustainability/tomorrow/Pages/4goodfood.aspx).

<sup>54</sup> Voir [www.oneplanetnetwork.org/initiative/buffet-building-understanding-food-excess-tourism-initiative](http://www.oneplanetnetwork.org/initiative/buffet-building-understanding-food-excess-tourism-initiative).

Figure XIX  
**Pertes et gaspillage de nourriture, en pourcentage du total de la production alimentaire mondiale**



Source : FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018* (Rome, FAO, 2017).

## VII. Les prochaines étapes

105. Partenariat multipartite en faveur du développement durable, le réseau One Planet est considéré comme un mécanisme de réalisation de l'objectif de développement durable n° 12. Les données de la première année d'adoption de la stratégie de mise en œuvre définie par le réseau illustrent la capacité de ce dernier d'aider efficacement les pays à atteindre cet objectif. Bien que les résultats de sa première année d'application soient encourageants, cette stratégie ne pourra être poursuivie avec succès au cours des quatre prochaines années que si les programmes se traduisent, dans leurs domaines respectifs, par une action coordonnée en faveur de la transition vers une consommation et une production durables. Ce processus a débuté par l'examen des plans stratégiques et des objectifs propres à chaque programme ainsi que par la mesure de la contribution de chaque membre du réseau à la réalisation de l'objectif n° 12.

106. Les changements de pratique permettant de réduire de manière quantifiable l'utilisation de ressources illustrent les solutions existantes. Si elles sont adoptées ailleurs et se généralisent, ces modifications peuvent contribuer de manière significative à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement. La progression sensible du nombre de changements de pratique signalés en 2018, dont les sociétés du secteur du tourisme sont indéniablement le fer de lance, fournit au réseau One Planet une justification importante pour renforcer son approche consistant à recenser, faire connaître, reproduire et mettre en œuvre à plus grande échelle les changements favorisant une réduction quantifiable de l'utilisation des ressources.

107. La consommation et la production durables procèdent d'une approche systémique dont la portée justifie que l'on s'intéresse en premier lieu à certains secteurs particulièrement gourmands en ressources. En 2015, les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la construction représentaient en moyenne près

de 70 % de l’empreinte matérielle totale<sup>55</sup> à l’échelle mondiale. Dès lors, il est possible de changer réellement la donne en modifiant nos modes de production et de consommation alimentaires et notre façon de construire. Un approfondissement de l’effort d’analyse et de recensement des secteurs à fort impact au niveau national, en utilisant les outils et méthodes scientifiques existants, devrait permettre d’orienter stratégiquement l’élaboration de politiques à même d’optimiser l’exploitation des ressources.

108. La réalisation de l’objectif n° 12 nécessite de modifier la façon dont les entreprises créent de la valeur et dont les citoyens choisissent et utilisent les produits puis s’en défont. Mais pas seulement. Elle impose également de modifier la façon dont les politiques orientent l’action et encadrent la construction de l’infrastructure sociale dans laquelle vivent les citoyens<sup>56</sup>. Pour ce faire, il est primordial de garantir la mise en place de partenariats et de liens de coopération entre toutes les parties prenantes au niveau national, afin de créer un sentiment d’appropriation nationale et de mettre les objectifs de consommation et de production durables au cœur des plans de développement des pays et de leur vision d’avenir dans le contexte des objectifs de développement durable. Il faudra à cette fin renforcer la coordination ainsi que la cohérence et l’intégration des politiques entre les différents ministères et, surtout, mobiliser ceux qui exercent des responsabilités économiques et financières stratégiques.

109. Le partenariat renforcé des organismes des Nations Unies au sein du réseau One Planet, tel que décrit dans le document intitulé « One UN for One Planet »<sup>57</sup>, s’appuie sur la complémentarité des savoir-faire spécialisés et des mandats des parties prenantes de ces organismes. La réforme du système des Nations Unies pour le développement offre de nouvelles occasions d’apporter aux pays un appui cohérent et renforcé, notamment en tirant parti du système redynamisé des coordonnateurs résidents et de la nouvelle génération d’équipes de pays des Nations Unies.

110. La concrétisation d’un objectif quel qu’il soit dépend, dans une large mesure, de la disponibilité et de l’accessibilité des ressources financières permettant l’exécution de mesures porteuses de transformation à grande échelle. Il a été reconnu que les fonds consacrés à la réalisation de l’objectif de développement durable n° 12 étaient largement insuffisants. Le manque actuel d’investissements financiers fait que le réseau One Planet ne dispose, en tant que plateforme de mise en œuvre de cet objectif, que d’une capacité restreinte pour susciter les changements voulus. Les secteurs privé et public et les institutions financières, qui jouent un rôle important dans le déblocage de fonds, sont encouragés à appuyer la mise en œuvre de l’objectif n° 12, notamment en versant des contributions au fonds d’affectation spéciale mondial pluripartenaires créé à cette fin.

111. Il est essentiel de modifier en profondeur les modes d’utilisation et de gestion des ressources naturelles qui caractérisent notre système socioéconomique afin d’assurer la transition vers un avenir durable. L’exploitation des ressources naturelles est souvent perçue comme une question purement environnementale, or il n’est de croissance durable et équitable sans l’utilisation de ces ressources. À ce titre, l’exploitation des ressources naturelles et ses conséquences devraient occuper une place centrale dans les débats et les politiques économiques.

---

<sup>55</sup> Outil d’analyse des points névralgiques de la consommation et de la production durables, disponible à l’adresse <http://scp-hat.lifecycleinitiative.org/>.

<sup>56</sup> Groupe international d’experts sur les ressources, *Perspectives des ressources mondiales 2019*.

<sup>57</sup> Disponible à l’adresse [www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/one\\_un\\_for\\_one\\_planet.pdf](http://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/one_un_for_one_planet.pdf).